91-06399/

RAPPORT FINANCIER
1989-1990

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISBN 2-550-21018-2

Dépôt légal — 4e trimestre 1990

Bibliothèque nationale du Québec

Table des matières

Avant-propos 5

Opérations financières 7

1. Opérations budgétaires
Sommaire 9
Revenus 10
Dépenses 12
Crédits, dépenses et variations 14

2. Opérations non budgétaires
Sommaire 17
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances 18
Compte des régimes de retraite 20
Autres comptes 21
Provision pour perte sur placements en actions 21
Provision pour financer l'assainissement des eaux 21

3. Financement
Sommaire 23
Variation de l'encaisse 24
Nouveaux emprunts 24
Remboursements d'emprunts 25

4. Actif et passif — Dette nette
Sommaire 27
Actif et passif 28
Dette nette 30
Notes complémentaires 31

5. Détail des postes de l'actif et du passif, engagements et éventualitées
Comptes à recevoir 47
Placements 48
Continuité du compte d'accords de perception fiscale 50
Comptes à payer 50
Continuité du compte des régimes de retraite 51
Bons du trésor, obligations et billets 52
Échéancier sommaire des bons du trésor, obligations et billets 52
Engagements 53
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital 54
Emprunts garantis 55
Cautionnements et autres éventualités 56

6. Statistiques comparatives
Sommaire des opérations financières 1981-1990 58
Revenus 1981-1990 59
Dépenses 1981-1990 60
Paiements de transfert 1981-1990 62
Opérations non budgétaires 1981-1990 63
Variation de la dette à long terme 1981-1990 64
Statistiques budgétaires et financières 65

Avant-propos

Le ministère des Finances publie annuellement trois séries de documents concernant l'état des finances du Gouvernement et les résultats de ses opérations financières.

En cours d'année, afin de rendre compte de l'évolution des opérations financières et d'en permettre la comparaison avec les prévisions du *Discours sur le budget* du 16 mai 1989, *la Synthèse des opérations financières* a été publiée à la fin de chacun des trois premiers trimestres.

La présente publication, ***Rapport financier 1989-1990***, complète les informations relatives aux résultats réels de l'année 1989-1990 dont les principales données ont été présentées à la première Synthèse pour 1990-1991. La dernière section comprend certaines statistiques financières et budgétaires pour les dix dernières années en tenant compte des structures budgétaires et financières et des conventions comptables en vigueur en 1989-1990.

Les Comptes publics, préparés au ministère des Finances selon la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), comprennent, entre autres, les états financiers du Gouvernement, le Rapport du Vérificateur général sur ces états ainsi que ses observations s'y rapportant. *Les Comptes publics* reprennent également de façon encore plus détaillée les renseignements relatifs à l'état des finances du Gouvernement pour l'année écoulée. Aux termes de la Loi, le ministre des Finances doit déposer les Comptes publics à l'Assemblée nationale au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.

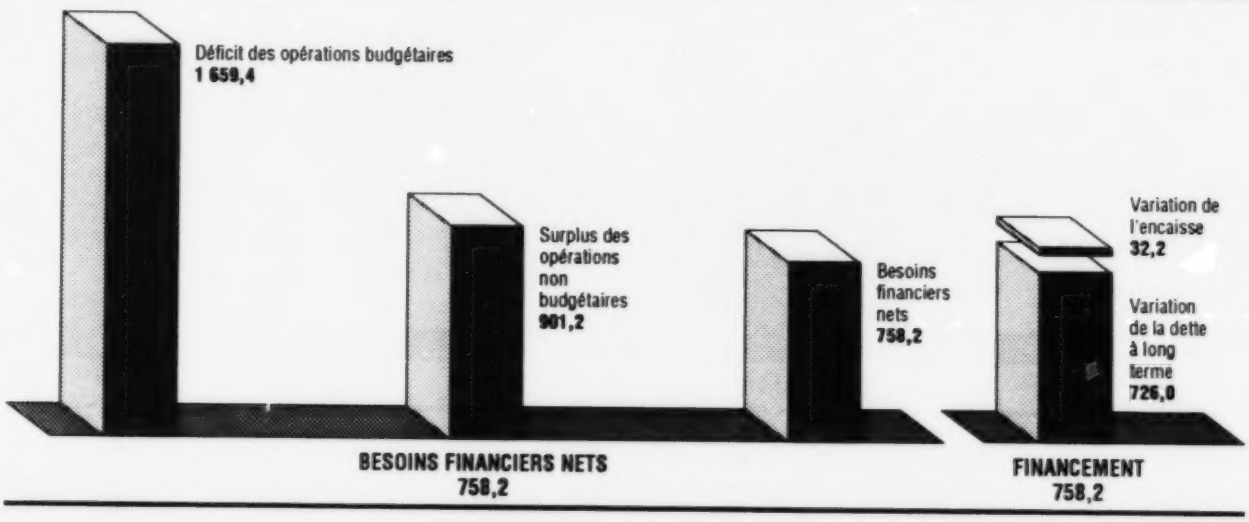
Opérations financières

Ce sommaire démontre de quelle façon les besoins financiers sont établis et comment le Gouvernement y a pourvu.

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en millions de dollars)

SECTIONS		1990	1989
1	**Opérations budgétaires**		
	Revenus	31 073,9	29 794,8 [2]
	Dépenses	– 32 733,3	– 31 408,0 [2]
	Déficit	**– 1 659,4**	**– 1 613,2**
2	**Opérations non budgétaires**		
	Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances	– 418,8	– 528,4
	Provision pour perte sur placements en actions	– 96,9	– 141,1
	Compte des régimes de retraite	1 163,8	1 634,0
	Provision pour financer l'assainissement des eaux	– 3,6	14,9
	Autres comptes	256,7	– 325,1
	Solde	**901,2**	**654,3**
	Besoins financiers nets	**– 758,2** [1]	**– 958,9**
3	**Financement**		
	Variation de l'encaisse	32,2	20,8
	Variation de la dette à long terme	726,0	938,1
	Total	**758,2** [1]	**958,9**

1990



N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

[1] Excluant le solde non amorti de la variation du change étranger de l'année financière, au montant de 118 132 376 $, inscrite au poste «Gain de change non réalisé».

[2] Les chiffres de revenus et dépenses de 1989 ont été redressés à la baisse de 170,1 millions de dollars (Voir page 11 note 4 et page 12 note 1).

Opérations budgétaires

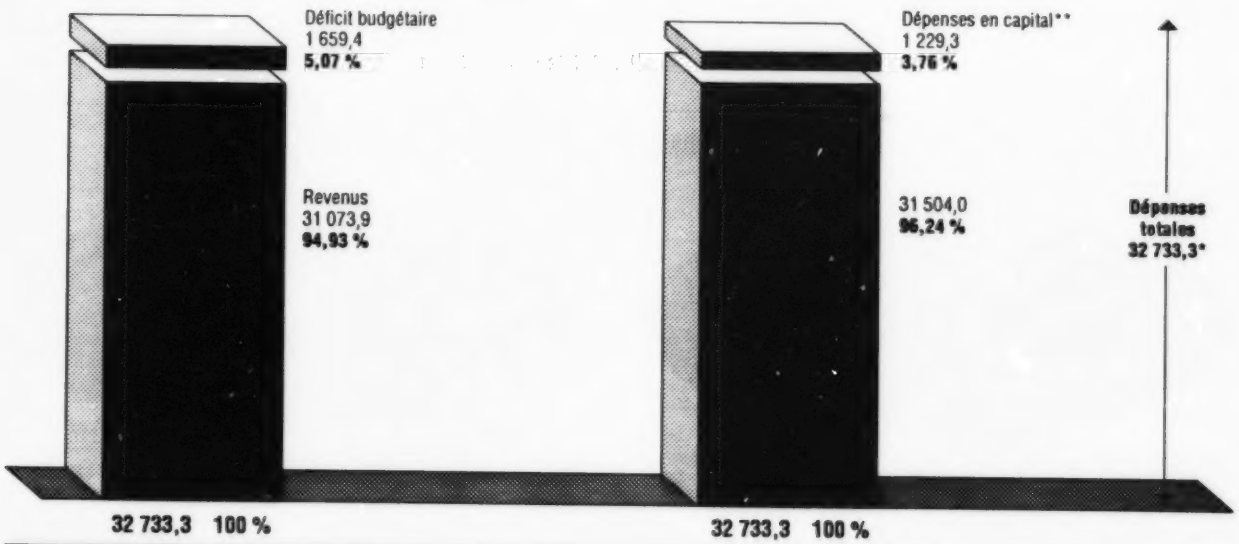
Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital.

Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en millions de dollars)

	1990	1989
Revenus	31 073,9	29 794,8
Dépenses	– 32 733,3	– 31 408,0
Déficit des opérations budgétaires	**– 1 659,4**	**– 1 613,2**

1990



N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

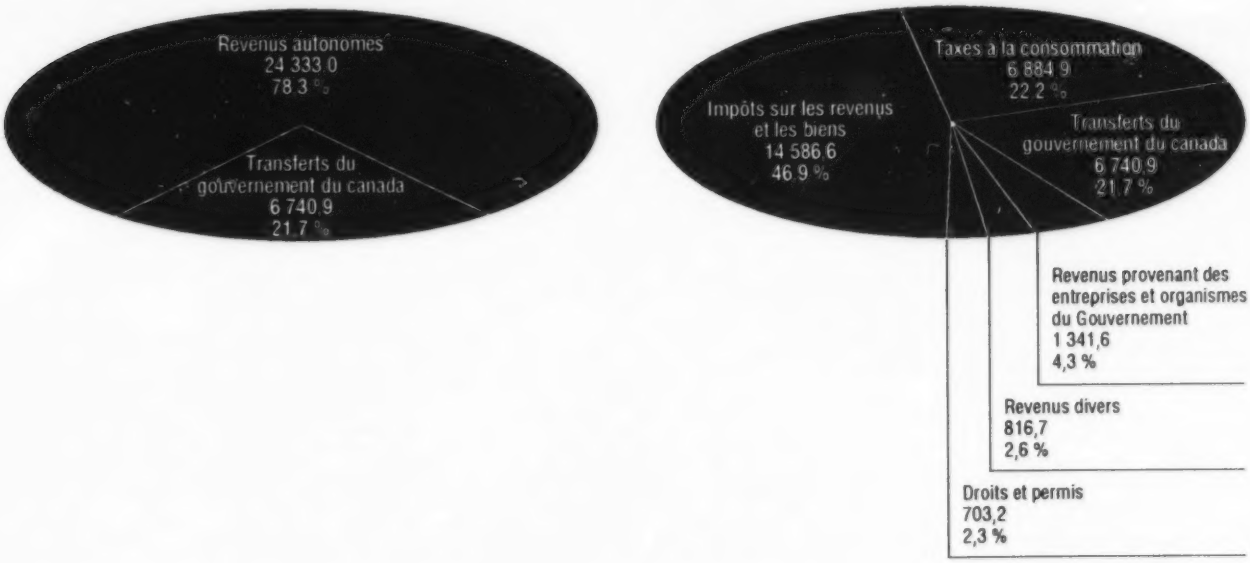
* Y compris 183,8 millions de dollars pour des dépenses additionnelles (voir note complémentaire 3, page 33).

** Dont 610,7 millions de dollars par paiement de transfert.

REVENUS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en millions de dollars)

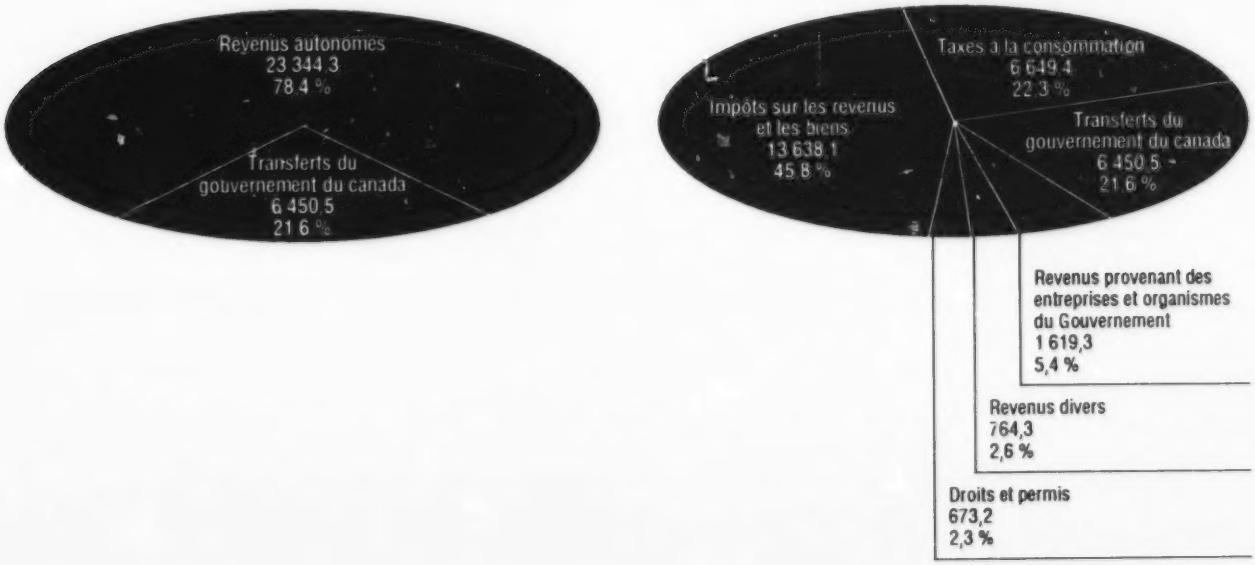
1990

Revenus totaux : 31 073,9 $



1989

Revenus totaux : 29 794,8 $



REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

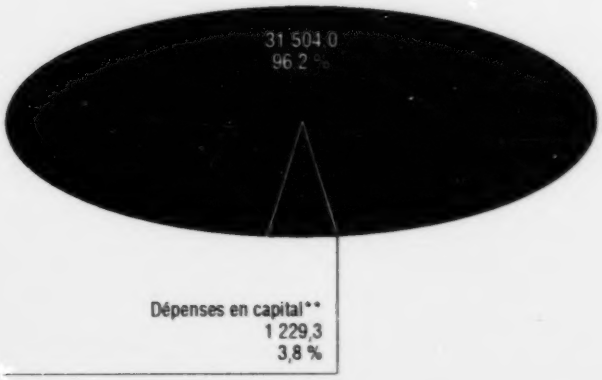
	Total		Variation	
	1990	1989 [4]	$	%
Impôts sur les revenus et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	10 228 644	9 895 536	333 108	3,4
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	2 468 892	2 159 514	309 378	14,3
Impôts des sociétés [1]	1 890 369	1 580 856	309 513	19,6
Autres	– 1 303	2 253	– 3 556	– 157,8
	14 586 602	**13 638 159**	**948 443**	**7,0**
Taxes à la consommation				
Ventes au détail	4 471 242	4 281 220	190 022	4,4
Carburants	1 256 838	1 224 306	32 532	2,7
Tabac	515 263	554 497	– 39 234	– 7,1
Repas et hôtellerie	470 243	433 016	37 227	8,6
Autres [2]	171 314	156 334	14 980	9,6
	6 884 900	**6 649 373**	**235 527**	**3,5**
Droits et permis				
Véhicules automobiles	380 700	353 413	27 287	7,7
Boissons alcooliques	58 264	59 776	– 1 512	– 2,5
Ressources naturelles [3]	120 024	117 960	2 064	1,7
Pari mutuel	21 334	23 153	– 1 819	– 7,9
Autres	122 841	118 860	3 981	3,3
	703 163	**673 162**	**30 001**	**4,5**
Revenus divers				
Ventes de biens et services	280 241	239 704	40 537	16,9
Intérêts	261 868	258 842	3 026	1,2
Amendes, confiscations et recouvrements	274 606	265 774	8 832	3,3
	816 715	**764 320**	**52 395**	**6,9**
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement				
Société des alcools du Québec	387 649	381 347	6 302	1,7
Loto-Québec	441 131	428 671	12 460	2,9
Hydro-Québec	565 000	619 000	– 54 000	– 8,7
Autres	– 52 136	190 256	– 242 392	– 127,4
	1 341 644	**1 619 274**	**– 277 630**	**– 17,1**
Total des revenus autonomes	**24 333 024**	**23 344 288**	**988 736**	**4,2**
Transferts du gouvernement du Canada				
Péréquation	3 707 502	3 510 976	196 526	5,6
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 668 250	1 653 194	15 056	0,9
Contributions aux programmes de bien-être	1 143 179	1 037 353	105 826	10,2
Autres programmes	221 981	249 000	– 27 019	– 10,9
Total des transferts du gouvernement du Canada	**6 740 912**	**6 450 523**	**290 389**	**4,5**
Total des revenus	**31 073 936**	**29 794 811**	**1 279 125**	**4,3**

[1] Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances.
[2] Comprend la taxe sur les télécommunications et sur la publicité électronique.
[3] Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques.
[4] Les chiffres de 1989 ont été redressés à la baisse pour tenir compte des allocations familiales de 170 081 270 $ déduites de l'impôt sur le revenu des particuliers depuis le 1er janvier 1989.

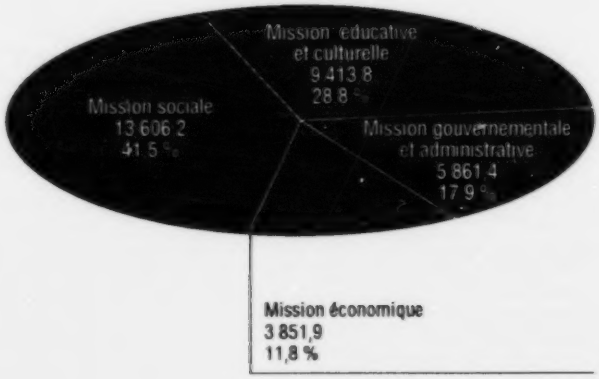
DÉPENSES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en millions de dollars)

1990

Dépenses totales* : 32 733,3 $

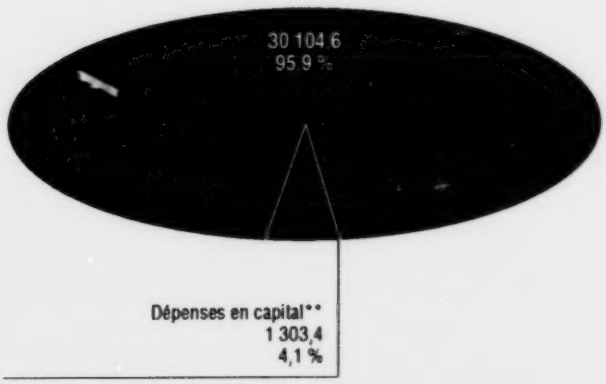


Par mission*

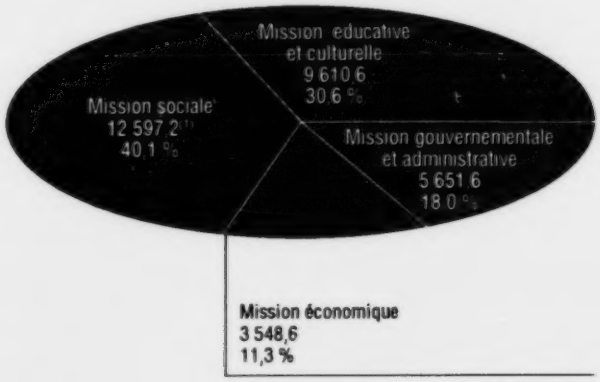


1989

Dépenses totales* : 31 408,0 $



Par mission*



Note: Certains chiffres comparatifs de 1989 ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes, de leurs programmes et de leurs services aux fins de les rendre conformes à la présentation de 1990.

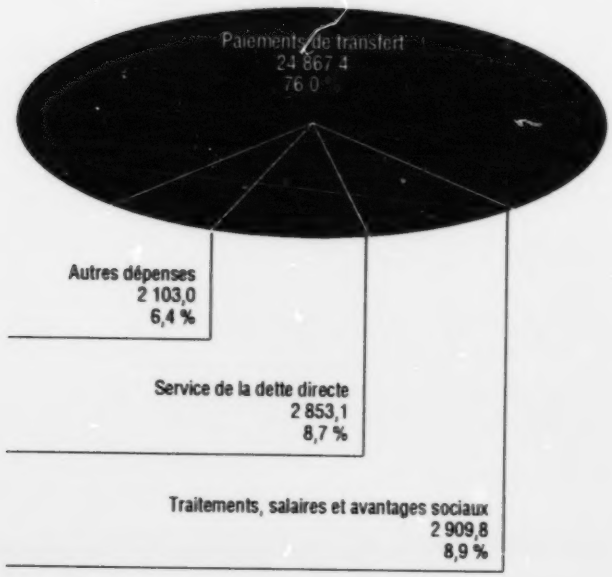
(1) Les chiffres de 1989 ont été redressés à la baisse à la Mission sociale-Paiements de transfert-Personnes pour tenir compte des allocations familiales de 170 081 270 $ déduites de l'impôt sur le revenu des particuliers depuis le 1er janvier 1989.

* Y compris 183,8 millions de dollars (636,5 millions de dollars en 1989) pour des dépenses additionnelles (voir note complémentaire 3, page 33).

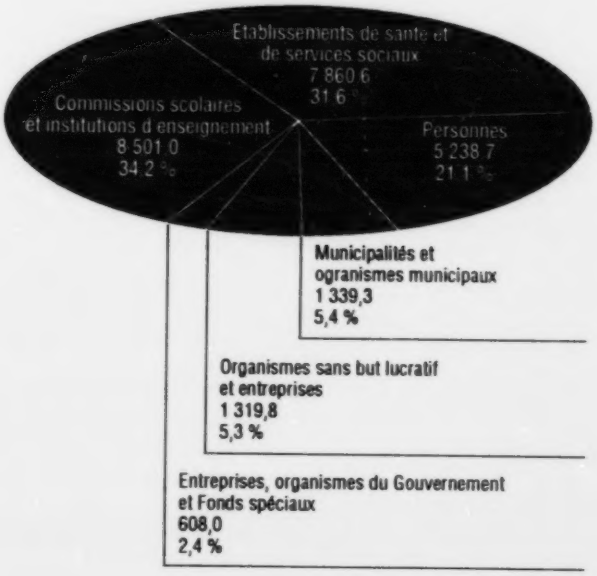
** Dont 610,7 millions de dollars (720,3 millions de dollars en 1989) par paiement de transfert.

1990

Par objet*

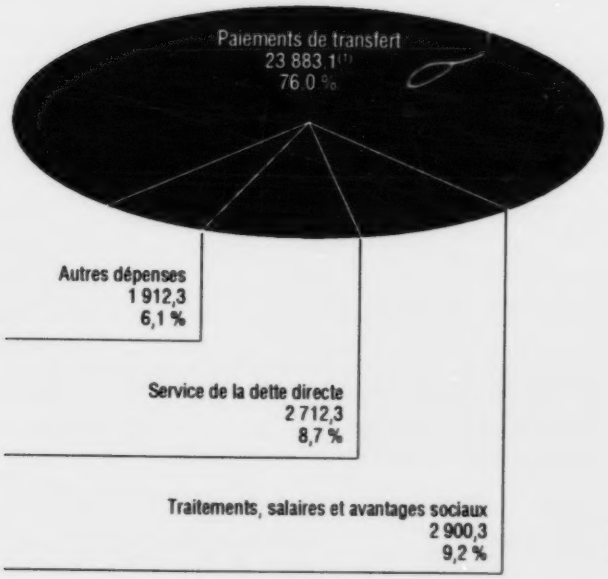


Paiements de transfert*

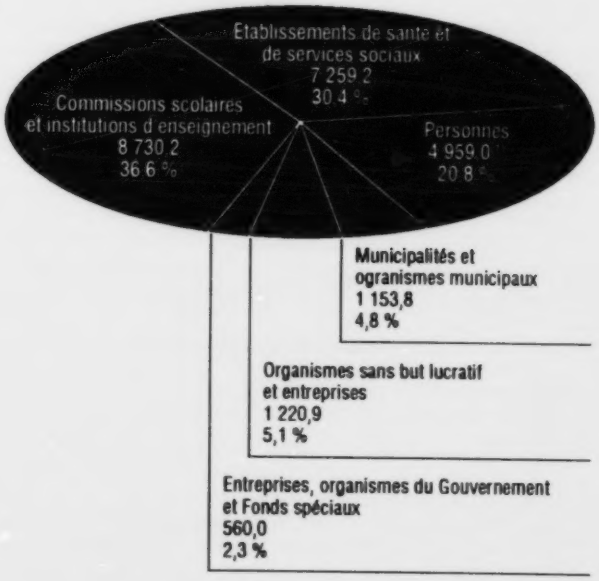


1989

Par objet*



Paiements de transfert*



CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

Ministères et organismes	Crédits initiaux +	Crédits supplémentaires +	Virements et transferts de juridiction +,(-)
1 Affaires culturelles	234 404	6 574	10 158
2 Affaires internationales	93 173	1 000	2 012
3 Affaires municipales	639 470	15 541 [2]	30 016
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	615 848	29 309	6 007
5 Approvisionnements et Services	62 619		7 049
6 Assemblée nationale	66 408	3 180 [3]	
7 Communautés culturelles et Immigration	45 989	4 432	142
8 Communications	118 516		2 608
9 Conseil du trésor	20 784		423
10 Conseil exécutif	99 348		– 5 578
11 Éducation	5 402 638		90 126
12 Énergie et Ressources	521 489	18 500	3 756
13 Enseignement supérieur et Science	2 920 162	44 656	37 667
14 Environnement	416 225	11 310	5 081
15 Finances	3 316 523	251 954	– 435 711
16 Industrie, Commerce et Technologie	431 627	66 492	4 182
17 Justice	402 507	272 [4]	3 864
18 Loisir, Chasse et Pêche	215 405	6 700	9 999
19 Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	2 647 812	309 631 [2]	– 6 476
20 Office de planification et de développement du Québec	68 924		– 17 732
21 Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	151 943		– 5 837
22 Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	1 265 384		653
23 Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.	35 321		– 8 674
24 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	30 551	43 950	121
25 Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 217 216 [1]		
26 Revenu	304 873	3 000	9 750
27 Santé et Services sociaux	8 114 284 [1]	81 752	214 656
28 Sécurité publique	716 073	23 161	18 849
29 Tourisme	81 654		1 896
30 Transports	1 869 620	124 200	20 335
31 Travail	98 533		658
32 Provision pour créances douteuses	66 000		
	33 291 323	1 045 614	
33 Provision pour perte sur placements en actions (diminution)			
	33 291 323	**1 045 614**	

[1] Inclut les prévisions de contributions du Fonds des services de santé de 2 298 000 000 $ aux crédits initiaux et 2 468 892 700 $ de contributions réelles pour lesquelles les crédits et les dépenses se répartissent également au programme «Services des centres hospitaliers de courte durée» au ministère de la Santé et des Services sociaux et au programme «Régime d'assurance-maladie» à la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

[2] Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.
Crédits reportés de 1988-1989, de 2 340 879 $ au ministère des Affaires municipales et de 118 156 $ au ministère de la Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle, autorisés par le décret 9-90 du 10 janvier 1990.

[3] Y compris 3 180 000 $ de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale L.R.Q., c. A-23.1 pour le programme «Services statutaires de soutien aux parlementaires» autorisés par le Bureau de l'Assemblée nationale le 23 novembre 1989.

[4] Loi sur la protection du territoire agricole L.R.Q., c. P-41.1 articles 79.1 à 79.12. Crédits autorisés de 272 000 $ le 9 août 1989 par le décret 1294-89.

Autres crédits permanents +	Crédits autorisés =	Crédits non utilisés (-)	Prêts Placements et Avances (-)	Dépenses totales (y compris dépenses en capital) =	Dépenses en capital			
					Par le Gouvernement	Par paiement de transfert	Total	
	251 136	10 202	7	240 927	720	20 912	21 632	1
82	96 267	11 111	852	84 304	1 281		1 281	2
	685 027	36 559	4	648 464	1 058	52 490	53 548	3
2 694	653 858	16 579	203	637 076	7 129	70 569	77 698	4
	69 668	12 257		57 411	501		501	5
	69 588	3 219	86	66 283	4 153		4 153	6
	50 563	4 407	11	46 145	235		235	7
	121 124	5 328	14	115 782	610	200	810	8
	21 207	933	12	20 262	369		369	9
	93 770	54 808	10	38 952	390		390	10
	5 492 764	243 296	8	5 249 460	1 179	48 804	49 983	11
3 214	546 959	71 051	5 033	470 875	10 933	59 262	70 195	12
1 047	3 003 532	84 345	24 502	2 894 685	475	16 163	16 638	13
	432 616	17 639	28	414 949	4 643	66 634	71 277	14
3	3 132 769	169 581	13	2 963 175	1 332		1 332	15
377	502 678	55 775	102 577	344 326	1 228	58 106	59 334	16
3 961	410 604	6 118	26	404 460	1 853		1 853	17
66	232 170	12 843	19	219 308	9 655	19 975	29 630	18
10	2 950 977	92 023	36	2 858 918	3 017	4 500	7 517	19
	51 192	16 398	8	34 786	149	13 436	13 585	20
	146 106	24 058	4	122 044	50	1 476	1 526	21
5 797	1 271 834	312 710	5	959 119	651		651	22
	26 647	2 329	10	24 308	447		447	23
1 954	76 576	1 020	2	75 554	599		599	24
21 773	2 238 989	15 722		2 223 267		1 887	1 887	25
18 970	336 593	9 340	116	327 137	3 153		3 153	26
85 446	8 496 138	191 344	24	8 304 770	802	57 854	58 656	27
5 966	764 049	8 987	163	754 899	15 718	1 171	16 889	28
	83 550	3 568	312	79 670	69	3 645	3 714	29
	2 014 155	48 976	88	1 965 091	545 730	113 638	659 368	30
201	99 392	20 646	11	78 735	433		433	31
39 085	105 085			105 085				32
190 646	34 527 583	1 563 172	134 184	32 830 227	618 562	610 722	1 229 284	
				– 96 874 [7]				33
190 646 [8]	**34 527 583**	**1 563 172 [5]**	**134 184**	**32 733 353 [8]**	**618 562**	**610 722**	**1 229 284**	

[5] Non inclus dans les prévisions budgétaires.
[6] Dont 546 707 000 $ pour la suspension du droit d'engager des crédits.
[7] Ne réfère pas à un crédit voté ou permanent.
[8] Y compris 183 782 665 $ pour des dépenses additionnelles (voir note complémentaire 3, page 33).

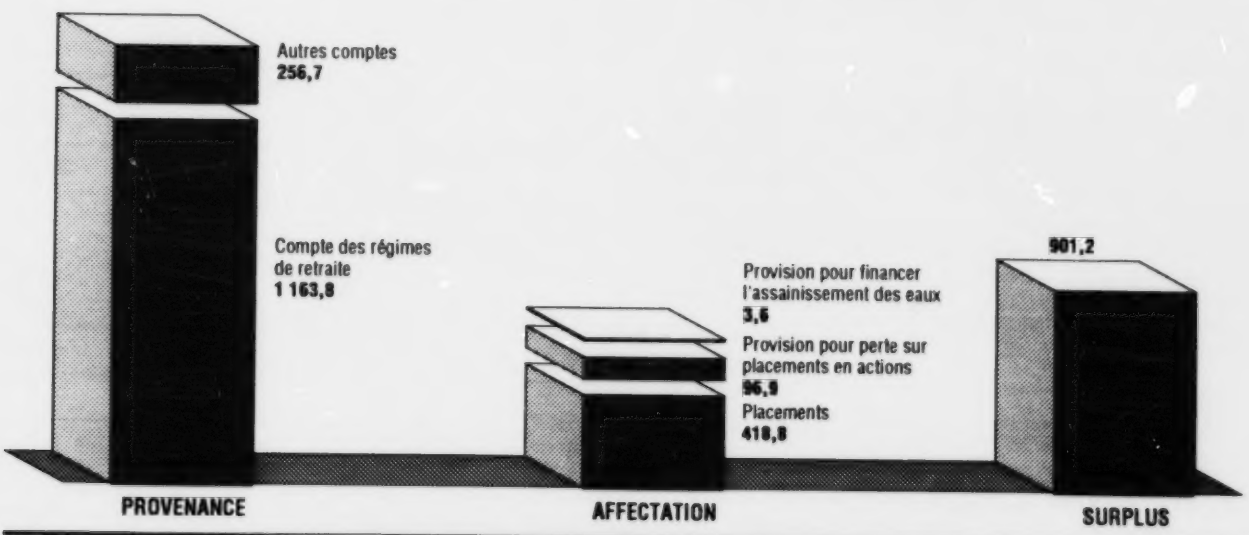
Opérations non budgétaires

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite, la provision pour perte sur placements en actions, la provision pour financer l'assainissement des eaux de même que les variations des autres éléments de l'actif et du passif (Autres comptes), à l'exception de l'encaisse.

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en millions de dollars)

	1990	1989
Placements – actions, obligations, billets, prêts et avances	– 418,8	– 528,4
Provision pour perte sur placements en actions	– 96,9	– 141,1
Compte des régimes de retraite	1 163,8	1 634,0
Provision pour financer l'assainissement des eaux	– 3,6	14,9
Autres comptes	256,7	– 325,1
Surplus des opérations non budgétaires	**901,2**	**654,3**

1990



N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

PLACEMENTS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises et organismes du Gouvernement	283 544	– 54 578	220 634	449 600
Municipalités et organismes municipaux		– 2 250	– 114	– 2 364
Particuliers, sociétés et autres		– 40 000	11 536	– 28 464
	283 544	**– 96 828**	**232 056**	**418 772**

DÉTAIL	Déboursés	Recettes	Résultats des opérations des entreprises inscrits aux revenus	Redressements	Total
Entreprises et organismes du Gouvernement					
ACTIONS ET MISES DE FONDS					
Hydro-Québec			382 400 (1)		382 400
Loto-Québec			– 31 869 (1)		– 31 869
Sidbec			25 163		25 163
Société de développement autocthone de la Baie James			11		11
Société de développement de la Baie James			960		960
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec			4 669		4 669
Société des alcools du Québec			2 649 (1)		2 649
Société des établissements de plein air du Québec	7 500		– 2 659		4 841
Société des traversiers du Québec			– 1 854		– 1 854
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel			– 8 087		– 8 087
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud			– 123		– 123
Société générale de financement du Québec			– 124 168 (1)		– 124 168
Société générale des industries culturelles			– 1 247		– 1 247
Société immobilière du Québec			6 096		6 096
Société québécoise d'exploration minière			12 886		12 886
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			6 368		6 368
Société québécoise d'initiatives pétrolières			4 849		4 849
	7 500		**276 044**		**283 544**
OBLIGATIONS ET BILLETS					
Société d'habitation du Québec		593			– 593
Société immobilière du Québec		62 985			– 62 985
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires		31 000		40 000	9 000
		94 578		**40 000**	**– 54 578**
PRÊTS ET AVANCES					
Hydro-Québec		146			– 146
Société de développement des coopératives		5 212			– 5 212
Société de développement industriel du Québec	154 941	48		– 866 (2)	154 027
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	76 300	4 700		365	71 965
	231 241	**10 106**		**– 501**	**220 634**
	238 741	**104 684**	**276 044**	**39 499**	**449 600**

DÉTAIL (suite)

	Déboursés	Recettes	Redressements	Total
Municipalités et organismes municipaux				
OBLIGATIONS ET BILLETS		2 250		– 2 250
PRÊTS ET AVANCES		114		– 114
		2 364		**– 2 364**
Particuliers, sociétés et autres				
OBLIGATIONS ET BILLETS				
Sucre Lanctic ltée			– 40 000	– 40 000
PRÊTS ET AVANCES				
Particuliers				
Étudiants	24 637	5 507	– 12 278 [3]	6 852
Pêcheurs	3 989	2 665	– 661	663
Producteurs agricoles	311	31	– 75	205
	28 937	**8 203**	**– 13 014**	**7 720**
Sociétés et autres	32 636	27 112	– 1 708	3 816
	61 573	**35 315**	**– 14 722**	**11 536**
	61 573	**35 315**	**– 54 722**	**– 28 464**

(1) Participation dans les résultats diminuée des dividendes d'Hydro-Québec (182 600 000 $), de la Société des alcools du Québec (385 000 000 $), Loto-Québec (473 000 000 $) et de la Société générale de financement du Québec (25 000 000 $).
(2) Montant formé principalement de la provision pour créances douteuses de 838 000 $.
(3) Montant formé principalement de la provision pour créances douteuses de – 15 942 000 $ et d'intérêts capitalisés de 3 781 000 $.

COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

Régimes	Cotisations des participants et contributions de certains organismes	+	Participation du Gouvernement à titre d'employeur	−	Pensions et autres paiements	+−	Redressements	=	Excédent
R.R.E.G.O.P.	984		1 006 495		74 323		− 20 353 (3)		912 803
R.R.E.	96 185		384 985		348 725				132 445
R.R.C.E.	16 541 (3)		27 884		36 161		18 868 (3)		27 132
R.R.F.	56 572 (1)		112 455		229 277		− 35 630 (3)		− 95 880
R.R.S.Q.	13 216		144 932		25 877				132 271
R.R.M.A.N.	685		825		6 076				− 4 566
R.R.J.C.	1 492		12 750		6 331				7 911
R.R.A.P.I.P.	5 260		10 070		837		37 115 (3)		51 608
	190 935		1 700 396 (2)		727 607				1 163 724

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 4 523 976 $ pour le service courant et 17 000 000 $ pour le service passé.

(2)

	Coût des prestations constituées (*)	Amortissement des écarts d'expérience	Amortissement du passif actuariel non inscrit	Intérêts	Total
R.R.E.G.O.P.					
Réseau des Affaires sociales	241 883	− 166 312	48 980	349 850	474 401
Réseau de l'Éducation	181 475	− 124 770	26 736	278 728	362 169
Réseau de la Fonction publique	94 796	− 65 200	36 411	103 918	169 925
	518 154	**− 356 282**	**112 127**	**732 496**	**1 006 495**
Autres régimes					
R.R.E.	98 914			286 071	384 985
R.R.C.E			8 062	19 822	27 884
R.R.F.	35 239			77 216	112 455
R.R.S.Q.	46 124		37 515	61 293	144 932
R.R.M.A.N.	1 103			− 278	825
R.R.J.C.	3 133		4 345	5 272	12 750
R.R.A.P.I.P.	2 854	− 931	4 164	3 983	10 070
	187 367	**− 931**	**54 086**	**453 379**	**693 901**
	705 521	**− 357 213**	**166 213**	**1 185 875**	**1 700 396**

* Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), et de la Loi sur le Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.R.Q., c. R-9.2), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu des montants respectifs de 16 541 451 $ et de 1 349 662 $ représentant des cotisations de certains participants à ces régimes ; en conséquence, les contributions du Gouvernement à titre d'employeur, qui avaient été cumulées au passif du compte R.R.E.G.O.P. ont été transférées au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 18 868 307 $ et au compte du Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales pour un montant de 1 484 723 $. De plus, un montant de 35 630 441 $ regroupant les cotisations des participants et les contributions du Gouvernement à titre d'employeur, a été transféré du Régime de retraite des Fonctionnaires à celui des agents de la paix en institutions pénales en vertu de la Loi constitutive de ce régime (L.R.Q., c. R-9.2).

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C. = Régime de retraite des juges et coroners.
R.R.A.P.I.P. = Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

AUTRES COMPTES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	31 mars 1990	31 mars 1989	Variation *
Comptes de l'actif :			
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	156 160	77 727	– 78 433
Comptes à recevoir :			
Agents et mandataires	1 163 721	1 322 234	158 513
Autres débiteurs	1 237 873	1 336 952	99 079
Intérêts courus	17 343	16 245	– 1 098
Frais reportés	104 017	92 971	– 11 046
	2 679 114	**2 846 129**	**167 015**
Comptes du passif :			
Chèques en circulation	382 795	389 445	– 6 650
Avances des fonds en fidéicommis	55 564	54 354	1 210
Compte d'accords de perception fiscale	336 095	310 833	25 262
Comptes à payer	2 157 201	2 107 746	49 455
Intérêts courus	1 388 130	1 367 706	20 424
	4 319 785 (1)	**4 230 084** (1)	**89 701**
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	**1 640 671**	**1 383 955**	**256 716**

* Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Excluant le gain de change non réalisé de 634 280 848 $ (516 148 472 en 1989) inscrit au passif.

PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	Participation dans les résultats des entreprises inscrite en diminution des dépenses
Sidbec	– 61 458
Société des traversiers du Québec	192
Société nationale de l'amiante	– 35 608
	– 96 874

PROVISION POUR FINANCER L'ASSAINISSEMENT DES EAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	31 mars 1990	31 mars 1989	Variation *
Études	6 437	18 955	– 12 518
Travaux d'assainissement	31 194	22 273	8 921
	37 631	**41 228**	**– 3 597** (1)

* Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Montant porté aux dépenses de 18 123 611 $ diminué des déboursés de 21 720 487 $.

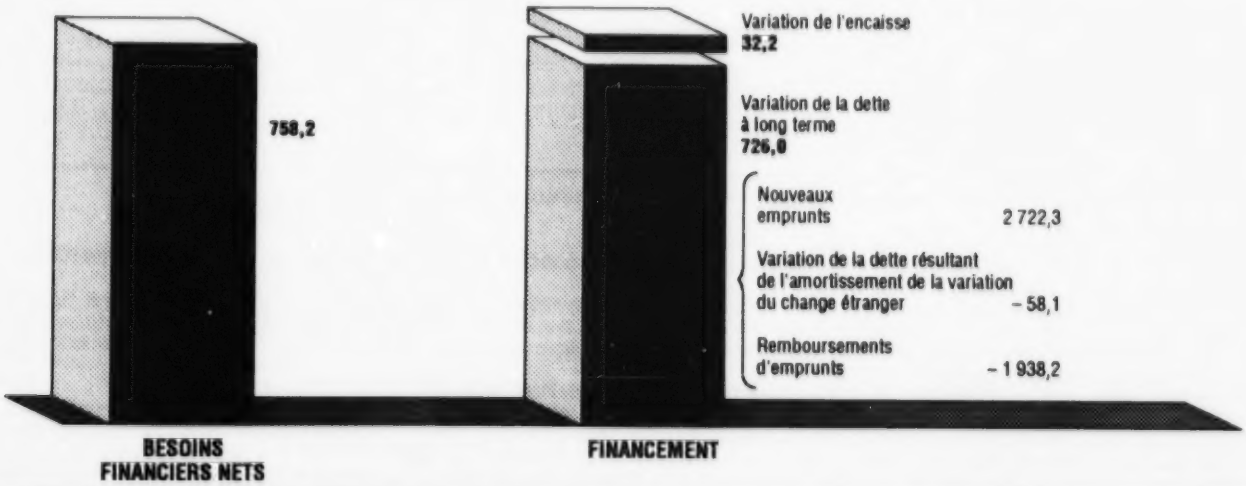
Financement

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en millions de dollars)

	1990	1989
Variation de l'encaisse	**32,2**	**20,8**
Variation de la dette à long terme		
Nouveaux emprunts		
Bons du trésor	95,0	
Obligations négociables	2 103,5	2 569,5
Obligations remboursables à demande	434,4	454,1
Obligations non négociables	6,1	5,3
Billets	83,3	203,7
Total des nouveaux emprunts	**2 722,3**	**3 232,6**
Variation de la dette résultant de l'amortissement de la variation du change étranger	– 58,1	– 45,5
	2 664,2	**3 187,1**
Moins : remboursements d'emprunts	**1 938,2**	**2 249,0**
Total de la variation de la dette à long terme	**726,0**	**938,1**
Total	**758,2**	**958,9**

1990



DÉTAIL DE LA VARIATION DE L'ENCAISSE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	au 31 mars 1990	au 31 mars 1989	Variation *
Espèces en banque	49 283	52 671	3 388
Placements temporaires	370 139	398 913	28 774
Encaisse	419 422	451 584	32 162

* Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

DÉTAIL DE LA VARIATION DE LA DETTE À LONG TERME
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

Nouveaux emprunts

	En équivalent canadien [1]	Valeur nominale [2]	Taux d'intérêt	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'acheteur	Rendement à l'acheteur [3]
Bons du trésor	95 000		Divers	Diverses	Diverses		Divers
Obligations négociables	125 000		10,50	1989-06-01	2014-06-01	98,80	10,638
	500 000		10,00	1989-06-28	2010-06-28	98,96	10,120
	150 000		10,00	1989-10-26	2000-04-26	98,08	10,303
	500 000		10,00	1989-11-15	2000-04-26	99,725	9,960
	179 900 [4]		10,00	1990-03-30	2000-04-26	89,95	11,722
	45 196 [5]	50 000 $ AUS.	7,27	1989-11-08	1999-11-08	100,00	13,330
	419 [6]		10,25/11,00	1989	2012		Divers
	594 514	500 000 $ É.-U.	9,125	1990-03-01	2003-03-01	99,204	9,147
	8 459 [6]	7 044 $ É.-U.	7,15/8,25	1989	2001		Divers
	2 103 488						
Obligations remboursables à demande	2 284		10,50/6,00	1988-06-01	1998-06-01	100,00	10,240
	432 171		10,50/6,00	1989-06-01	1996-06-01	100,00	10,240
	434 455						
Obligations non négociables	6 099		9,15/10,31	1989	2010	100,00	Divers
Billets	40 349 [7]	5 000 000 Yens	5,45	1989-11-08	1999-11-08	100,00	5,450
	40 790 [8]	5 000 000 Yens	6,10	1989-11-30	1992-11-30	100,00	6,010
	2 167 [6]		8,50	1989-06-14	1989-1992-06-14		Divers
	83 306						
Total	**2 722 348**						

(1) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.
(2) En milliers d'unités monétaires.
(3) Le rendement à l'acheteur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est 11,725 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 200 000 000 $ à l'échéance pour un capital versé de 179 900 000 $.
(5) Emprunt de 50 000 000 $ AUS. qui fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Japon, couvrant en totalité les paiements d'intérêt et de capital. Ce contrat d'échange est lui-même couvert en totalité par un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis, lequel fait également l'objet en totalité d'un troisième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada. L'effet net en monnaie du Canada de ces contrats est de 45 196 320 $ lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel de 4 634 883 $.
(6) Capitalisation de l'escompte sur des emprunts émis à fort taux escompte au cours des années antérieures.
(7) Emprunt de 5 000 000 000 Yens qui fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis, couvrant en totalité les paiements d'intérêt et de capital. Ce contrat d'échange est lui-même couvert en totalité par un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada. L'effet net en monnaie du Canada de ces contrats est de 40 349 553 $ lors de l'émission et au remboursement avec intérêt annuel de 4 137 847 $.
(8) Emprunt de 5 000 000 000 Yens qui fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au montant de 40 789 933 $ lors de l'émission et au remboursement avec intérêt semestriel à taux variable.

Remboursements d'emprunts[1]

Détail

	En milliers d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
En monnaie du Canada		
Obligations		
Négociables		422 158 [3]
Non négociables		
Gouvernement du Canada — Régime de pension du Canada		3 078
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		710 306
		1 135 542
Billets		
Convention de prêt		12 431 [4]
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		3 014
Institutions universitaires (assumées)		1 232
Emprunt escompté		10 000
Office des autoroutes du Québec		26 250
		52 927
		1 188 469
En monnaie des États-Unis		
Obligations		
Négociables	279 091 $ É.-U.	333 011 [2-3-5]
Billets	87 600 $ É.-U.	104 524 [2-3]
		437 535
En monnaie du Japon		
Billets	25 000 000 Yens	224 700 [2-3]
		1 850 704
Contributions aux fonds d'amortissement		**87 538** [6]
		1 938 242

[1] Y compris les contributions aux fonds d'amortissement.
[2] Aux cours en vigueur au 31 mars 1989.
[3] Dont 457 381 600 $ pour des rachats par anticipation.
[4] Selon le contrat d'échange de devises, paiement 12 431 212 $ Can. pour l'acquisition de 25 000 000 D.M. (Monnaie de la République fédérale d'Allemagne) lors du remboursement d'emprunt de cette monnaie.
[5] Y compris un contrat d'échange de devises, paiement 52 440 000 $ E.U pour l'acquisition de 30 000 000 L.S. (Monnaie du Royaume-Uni) lors du remboursement d'emprunt de cette monnaie.
[6] Après avoir déduit des contributions des fonds d'amortissement de 42 560 030 $ au fonds consolidé du revenu lors des remboursements d'emprunts.

Actif et passif
Dette nette

SOMMAIRE
AU 31 MARS 1990
(en millions de dollars)

1990

Actif
13 433,3

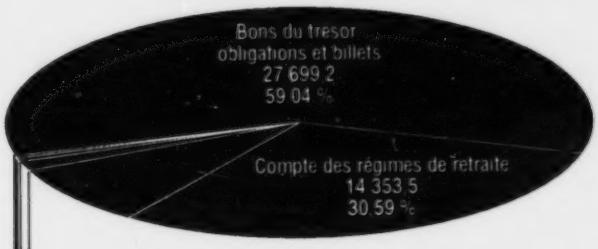
Dette nette
33 486,1

Passif
46 919,4

Placements
10 540,2
78,46 %

Frais reportés
104,0
0,78 %

Disponibilités
2 789,1
20,76 %



Exigibilités
4 114,4 8,77 %

Gain de change non réalisé
634,3 1,35 %

Provision pour perte sur placements en actions
80,4 0,17 %

Provision pour financer l'assainissement des eaux
37,6 0,08 %

1989

Actif
13 288,7

Dette nette
31 826,7

Passif
45 115,4

Placements
10 121,4
76,17 %

Frais reportés
93,0
0,70 %

Disponibilités
3 074,3
23,13 %

Exigibilités
4 099,7 9,09 %

Gain de change non réalisé
516,2 1,14 %

Provision pour perte sur placements en actions
177,3 0,39 %

Provision pour financer l'assainissement des eaux
41,2 0,09 %

ACTIF ET PASSIF (État non vérifié *)
AU 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF

Page		1990	1989
			(note 9)
	Placements temporaires – au coût	370 139	398 913
47	Comptes à recevoir	2 401 594	2 659 186
	Intérêts courus	17 343	16 245
		2 789 076	**3 074 344**
48	Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances (note 4)		
	Entreprises et organismes du Gouvernement	10 314 845	9 865 245
	Municipalités et organismes municipaux	59 950	62 314
	Particuliers, sociétés et autres	165 346	193 810
		10 540 141	**10 121 369**
	Frais reportés	104 017	92 971
	TOTAL DE L'ACTIF	**13 433 234**	**13 288 684**
30	**DETTE NETTE**	**33 486 135**	**31 826 718**
		46 919 369	**45 115 402**

Le contrôleur des Finances,

Pierre-André Paré, f.c.a

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

Québec, le 30 octobre 1990

* Cet état est toutefois similaire, à l'exception des notes complémentaires dont la présentation a été réaménagée, à l'état officiel de l'actif et du passif qui apparaît aux Comptes publics accompagné du rapport du Vérificateur général s'y rapportant.

PASSIF

Page		1990	1989
			(note 9)
	Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 5)	177 352	259 047
	Avances des fonds en fidéicommis	55 564	54 354
50	Compte d'accords de perception fiscale	336 095	310 833
50	Comptes à payer	2 157 201	2 107 746
	Intérêts courus	1 388 130	1 367 706
		4 114 342	**4 099 686**
	Gain de change non réalisé	634 281	516 149
	Provision pour perte sur placements en actions (note 4)	80 394	177 268
	Provision pour financer l'assainissement des eaux	37 631	41 228
51	Compte des régimes de retraite (note 6)		
	Passif inscrit	14 896 625	13 411 311
	Moins : Participation du Gouvernement inscrite d'avance	543 150	221 560
		14 353 475	**13 189 751**
52	Bons du trésor (note 7)	1 800 000	1 705 000
52	Obligations et billets (note 7)	25 899 246	25 386 320
		27 699 246	**27 091 320**
	TOTAL DU PASSIF	**46 919 369**	**45 115 402**

Engagements et éventualités (note 8)

DETTE NETTE (État non vérifié *)
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début	31 826 718	30 213 492
Déficit des opérations budgétaires	1 659 417	1 613 226
Solde à la fin	**33 486 135**	**31 826 718**

* Cet état est toutefois similaire à la continuité de la dette nette qui apparaît aux Comptes publics accompagné du rapport du Vérificateur général s'y rapportant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Principales conventions comptables

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'entité comptable du gouvernement

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

Les revenus

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des entreprises et organismes du Gouvernement et autres, sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'exercice financier sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'exercice financier au cours duquel les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

Les dépenses

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'exercice financier au cours duquel ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

Les actifs et les passifs

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

Les placements en actions

Les mises de fonds en actions dans les entreprises du Gouvernement sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus, de façon à les présenter selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

Les régimes de retraite

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs publics et parapublics (enseignement, santé et services sociaux). Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

Les cotisations des participants au RREGOP sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes et pour amortir le passif actuariel non inscrit sont portées aux dépenses et la contrepartie est inscrite au passif auquel s'ajoutent les dépenses d'intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes désignés à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même l'avoir du RREGOP et à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

La partie des prestations constituées qui est à la charge du Gouvernement et dont l'inscription au passif reste à compléter par voie d'amortissement ainsi que les méthodes d'amortissement utilisées sont indiquées à la note complémentaire 6c.

Les emprunts

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

2. Revenus

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction de 586,7 millions de dollars (475,3 millions de dollars en 1988-1989 : montant redressé) de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les remboursements d'impôts fonciers et les allocations d'aide aux familles ; de 123,8 millions de dollars (97,3 millions de dollars en 1988-1989) de l'impôt des corporations pour des crédits remboursables pour pertes autre que perte en capital et pour la recherche scientifique et le développement expérimental ; de 32,8 millions de dollars (34,5 millions en 1988-1989) des droits et permis - ressources naturelles pour les crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations.

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4. Les revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement comprennent des dividendes de 1 065,6 millions de dollars (1 081,0 millions de dollars en 1988-1989) et une participation dans les résultats de 276,0 millions de dollars (538,3 millions de dollars en 1988-1989).

3. Dépenses additionnelles

Les dépenses tiennent compte des prestations additionnelles d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris aux montants respectifs de 180,9 millions de dollars (171,8 millions de dollars en 1988-1989) et 2,9 millions de dollars (2,8 millions de dollars en 1988-1989) normalement payables le 1er avril 1990.

Les chiffres de 1989 tiennent également compte d'un amortissement additionnel de 368,7 millions de dollars pour le passif actuariel non inscrit des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, de certains enseignants et du RREGOP et de 93,2 millions de dollars pour des contributions additionnelles du Gouvernement aux fonds d'amortissement afférents à des emprunts des commissions scolaires et institutions d'enseignement.

La répartition de ces dépenses additionnelles de 183,8 millions de dollars s'établit comme suit :

	Par objet				Par mission						Par ministère et organisme	
	Transferts		Traitements, salaires et avantages sociaux		Mission sociale		Mission éducative et culturelle		Mission gouvernementale et administrative			
	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989
Amortissement additionnel du passif actuariel non inscrit des régimes de retraite:												
Éducation		62,5						62,5				62,5
Enseignement supérieur et Science		16,2						16,2				16,2
Organismes relevant du ministre délégué à l'administration et à la Fonction publique		128,1		130,6				118,2		140,5		258,7
Santé et Services sociaux		31,3				31,3						31,3
		238,1		**130,6**		**31,3**		**196,9**		**140,5**		**368,7**
Prestations d'aide sociale et de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris												
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	183,8	174,6			183,8	174,6					183,8	174,6
Contributions aux fonds d'amortissement afférents à des emprunts des commissions scolaires et institutions d'enseignement												
Éducation		65,0						65,0				65,0
Enseignement supérieur et Science		28,2						28,2				28,2
		93,2						**93,2**				**93,2**
	183,8	**505,9**		**130,6**	**183,8**	**205,9**		**290,1**		**140,5**	**183,8**	**636,5**
	183,8		**636,5**				**183,8**	**636,5**			**183,8**	**636,5**

L'effet de l'inscription de ces dépenses additionnelles sur les résultats des opérations budgétaires se présente comme suit :

	1990	1989
		(en millions de dollars)
		(note 9)
Dépenses incluant les dépenses additionnelles	32 733,3	31 408,0
Dépenses de l'année financière courante inscrites dans les annnées financières précédentes	827,6	624,4
Dépenses des années financières postérieures inscrites dans l'année financière courante	– 183,8	– 636,5
Effet net sur les résultats	643,8	– 12,1
Dépenses sur base comparable	**33 377,1**	**31 395,9**

4. Placements

a) Placements dans les entreprises et organismes du Gouvernement

	1990	1989
		(en milliers de dollars)
Actions – selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 4)	9 653 548	9 370 004
Dotations – au coût	40 610	40 610
Obligations et billets – au coût	134 948	189 525
Prêts et avances – à la valeur de réalisation	485 739	265 106
	10 314 845	**9 865 245**
Provision pour perte sur placements en actions – participation déficitaire (annexe 4)	**80 394**	**177 268**

b) Échéancier des obligations et billets, prêts et avances

Excluant un montant de 232,7 millions de dollars (171,9 millions en 1989) dont les échéances ne sont pas déterminées, l'échéancier des obligations et billets et des prêts et avances aux entreprises et organismes du Gouvernement 620,7 millions de dollars (454,7 millions de dollars en 1989), aux municipalités et organismes municipaux 60,0 millions de dollars (62,3 millions de dollars en 1989) et aux particuliers, sociétés et autres, 155,2 millions de dollars (183,7 millions de dollars en 1989) se résume comme suit :

Années d'échéance	1990	1989
		(en milliers de dollars)
1990		82 601
1991	58 439	11 852
1992	34 027	31 936
1993	14 521	12 686
1994	17 333	17 953
1995	16 390	18 729
	140 710	175 757
1996 et plus	462 501	353 062
	603 211	**528 819**

5. Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation

	1990	1989
		(en milliers de dollars)
Chèques en circulation	382 795	389 445
Moins :		
Espèces en banque	49 283	52 671
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	156 160	77 727
	177 352	**259 047**

6. Compte des régimes de retraite

a) Régimes de retraite du gouvernement du Québec

	Nombre de cotisants au 31 décembre 1989	Nombre de retraités et de rentes aux survivants au 31 décembre 1989
Régimes actifs :		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	465 000	31 912
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRSQ)	4 400	1 196
Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (RRAPIP)	1 900	52
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	125	216
Régime de retraite des juges et coroners (RRJC)	280	201
Autres régimes :		
Régime de retraite des enseignants* (RRE)	33 500	21 984
Régime de retraite de certains enseignants (RRCE)	1 500	1 600
Régime de retraite des fonctionnaires* (RRF)	15 500	22 849
	522 205	**80 010**

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

b) Dépense annuelle des régimes de retraite

	1990	1989
		(en milliers de dollars)
Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services	705 521	635 036
Amortissement des écarts d'expérience	– 357 213	– 130 120
Amortissement du passif actuariel non inscrit :		
Année financière courante	166 213	53 947
Additionnel		368 705
Intérêts	1 185 875	1 137 082
Participation du gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite	1 700 396	2 064 650

c) Méthodes d'amortissement

1) Passif actuariel non inscrit

i) RREGOP et RRAPIP

Pour ces régimes : l'écart entre l'actif retenu pour fins des évaluations actuarielles, excluant les sommes capitalisées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et le solde du compte non budgétaire à la même date est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le passif actuariel non inscrit relatif aux années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et aux crédits de rentes accordés à certains employés du secteur des Affaires sociales (article 84 de la Loi sur le RREGOP) est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Régimes autres que RREGOP et RRAPIP

Pour ces régimes et bénéfices : l'écart d'expérience entre le taux de référence utilisé pour la détermination des hypothèses de rendement à long terme des évaluations actuarielles et le taux d'intérêt utilisé est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le solde du passif non inscrit des régimes est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du RRE et RRF où le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et au RREGOP.

2) Écarts d'expérience

Les écarts d'expérience constatés à chacune des évaluations actuarielles du RREGOP et du RRAPIP sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondante à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

d) Passif inscrit

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Régimes actifs :		
— RREGOP	9 072 390	7 839 405
— Autres	905 963	717 331
Autres régimes	4 918 272	4 854 575
	14 896 625	**13 411 311**

Pour le régime RREGOP, le passif ne comprend que l'obligation du gouvernement à titre d'employeur tandis que pour tous les autres régimes, le passif comprend les obligations du gouvernement envers les participants incluant celles constituées par les cotisations des employés. Les cotisations des participants et les contributions de certains employeurs au RREGOP sont versées aux fonds des employés et des employeurs de ce régime et sont investies dans des fonds particuliers à la Caisse de dépôt et placement du Québec dont le total est de 8 562,8 millions de dollars au 31 décembre 1989 (7 315,0 millions de dollars en 1988) tel qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

e) Participation inscrite d'avance

Le passif inscrit au compte des régimes de retraite est établi selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles propres au RREGOP et au RRAPIP. La participation du Gouvernement inscrite d'avance pour ces deux régimes de retraite représente le redressement requis au passif inscrit au compte des régimes de retraite pour présenter le passif du Gouvernement à titre d'employeur envers les régimes de retraite, selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, tel que requis par la convention comptable en vigueur (voir note 1)

La participation du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant, établie selon les dispositions législatives et contractuelles propres aux RREGOP et RRAPIP, a été inscrite au passif du compte des régimes de retraite pour un montant de 463,4 millions de dollars. Par ailleurs, le coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services, réduit de l'amortissement des écarts d'expérience, s'établit à 163,8 millions de dollars; il s'ensuit donc une participation inscrite d'avance de 299,6 millions de dollars auxquels se sont ajoutés 22,0 millions de dollars en intérêts sur le solde à la fin de l'année 1988-1989. Le montant accumulé de la participation inscrite d'avance et des intérêts s'y rapportant est de 543,2 millions de dollars au 31 mars 1990 (221,6 millions de dollars au 31 mars 1989 : montant redressé).

f) Évaluations et estimations actuarielles

Les évaluations actuarielles et les estimations actuarielles sont préparées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont préparées à tous les trois ans tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Les obligations du gouvernement envers les régimes selon les calculs actuariels s'établissent comme suit :

	Estimations actuarielles au 31 décembre 1989	Estimations actuarielles au 31 décembre 1988
		(en millions de dollars)
Régimes actifs:		
— RREGOP	8 224,5	7 016,9
— Autres	1 893,8	1 733,3
Autres régimes	15 076,1	14 138,3
	25 194,4	**22 888,5**

Ces estimations actuarielles ont été produites et émises en septembre 1990 par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Les estimations au 31 décembre 1989 et 1988 ont été établies à partir des évaluations actuarielles des divers régimes effectuées par la Commission au 31 décembre 1987.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1er juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3% de la hausse du coût de la vie.

Les estimations actuarielles ont été établies en prenant en considération une hausse du coût de la vie de 5,5 % par année.

7. Bons du trésor, obligations et billets

Les bons du trésor, obligations et billets convertis en dollars canadiens de même que l'état de leur évolution sont présentés sommairement par monnaie et par année d'échéance à la page 52. De plus, il est tenu compte des contrats d'échange de devises pour présenter la dette par monnaie avant d'appliquer le taux de conversion en dollars canadiens au 31 mars.

8. Engagements et éventualités

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises et organismes du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à la page 53. Ces engagements totalisent 12 975,2 millions de dollars au 31 mars 1990 (11 937,9 millions de dollars en 1989 : montant redressé).

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 27 313,9 millions de dollars au 31 mars 1990 (25 772,0 millions de dollars en 1989 : montant redressé) dont 23 727,8 millions de dollars (22 435,4 millions de dollars en 1989) se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités autorisés par lois sont présentés sommairement à la page 55.

Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 315,0 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à débourser lors du règlement de ces réclamations seront alors imputés aux dépenses.

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1989 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990. Les chiffres de 1989 de revenus et dépenses ont été redressés pour tenir compte des allocations familiales de 170,1 millions de dollars versées d'avril à décembre 1988 puisqu'elles sont déduites de l'impôt sur le revenu des particuliers depuis le 1er janvier 1989.

ANNEXE 1

Ministères et organismes du Gouvernement

Affaires culturelles
- Commission des biens culturels du Québec
- Régie du cinéma

Affaires internationales

Affaires municipales
- Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Commission municipale du Québec
- Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Commission des courses de chevaux du Québec*
- Office du crédit agricole du Québec — Financement agricole*
- Régie des assurances agricoles du Québec*
- Régie des marchés agricoles du Québec
- Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole

Approvisionnements et Services

Assemblée nationale

Communautés culturelles et Immigration
- Conseil des communautés culturelles et de l'immigration

Communications
- Commission d'accès à l'information
- Régie des télécommunications

Conseil du trésor

Conseil exécutif

Éducation
- Conseil supérieur de l'éducation

Énergie et Ressources
- Office du crédit agricole du Québec — Financement forestier*
- Régie du gaz naturel

Enseignement supérieur et Science
- Conseil de la science et de la technologie
- Conseil des collèges
- Conseil des universités
- Office des professions du Québec

Environnement
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Conseil de la conservation et de l'environnement

Finances
- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Inspecteur général des institutions financières
- Régie de l'assurance-dépôts du Québec*

Industrie, Commerce et Technologie
- Société de développement industriel du Québec*
- Société du parc industriel du centre du Québec*

Justice
- Commission de protection des droits de la jeunesse
- Commission des droits de la personne

Loisir, Chasse et Pêche
- Régie de la sécurité dans les sports

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle
- Commission des affaires sociales

Office de planification et de développement du Québec

Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
- Conseil du statut de la femme
- Office des services de garde à l'enfance

Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances*
- Commission de la fonction publique
- Office des ressources humaines

Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la charte de la langue française
- Commission d'appel de francisation des entreprises
- Commission de protection de la langue française
- Commission de toponymie
- Conseil de la langue française
- Office de la langue française

Personnes désignées par l'Assemblée nationale
- Directeur général des élections — Commission de la représentation électorale
- Protecteur du citoyen
- Vérificateur général

Régie de l'assurance-maladie du Québec*

Revenu
- Régie des loteries et courses du Québec

Santé et Services sociaux
- Conseil des affaires sociales
- Conseil de la famille**
- Office des personnes handicapées du Québec

Sécurité publique
- Commission de police du Québec
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Office de protection du consommateur
- Régie des permis d'alcool du Québec

Tourisme

Transports
- Commission des transports du Québec

Travail
- Conseil consultatif du travail et de la main d'oeuvre
- Conseil des services essentiels
- Régie des entreprises de construction du Québec

---

* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.

** Cet organisme est sous la juridiction de la Ministre déléguée à la condition féminine à compter du 6 décembre 1989, en vertu du décret 1851-89

ANNEXE 2

Organismes, entreprises et fonds qui ont leur propre entité comptable

Année financière 1989-1990

Organismes effectuant des activités à caractère gouvernemental

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche
Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur
Centre québécois de valorisation de la biomasse
Centre québécois pour l'informatisation de la production
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission des courses de chevaux du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artiste
Commission des services juridiques
Conseil des assurances de dommages
Conseil des assurances de personnes
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut québécois de recherche sur la culture
Institut québécois du cinéma
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office des autoroutes du Québec
Office du crédit agricole du Québec
Parc technologique du Québec métropolitain
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société d'aménagement de l'Outaouais
Société d'habitation du Québec
Société de développement des coopératives
Société de développement industriel du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
Société d'investissement Jeunesse
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel du centre du Québec
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise d'information juridique

Entreprises et organismes du gouvernement à capital-actions

Leur énumération est présentée dans l'annexe 4 des notes complémentaires

Fonds en fiducie administrés par des organismes du gouvernement

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive

Fonds spéciaux

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds de formation à distance
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau
Fonds de reprographie gouvernementale
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des fournitures et de l'ameublement
Fonds des services de placement médias
Fonds des services de santé
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds en fidéicommis
Fonds Les publications du Québec
Fonds pour les équipements informatiques
Fonds spécial olympique

Fonds renouvelables

Fonds renouvelable de la reprographie
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques

ANNEXE 3

Organismes qui doivent verser au fonds consolidé du revenu leurs contributions d'employeurs au régime de retraite des fonctionnaires

Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc. (filiale de SOQUIA)
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Fonds de la recherche en santé du Québec
Loto-Québec
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des rentes du Québec
Société des alcools du Québec
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires
Société immobilière du Québec
Ville de Vaudreuil à l'égard des employés qui étaient le 31 mai 1981, employés de la Station expérimentale de Vaudreuil

ANNEXE 4

PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1990
(en milliers de dollars)

	Au 31 mars 1989				Au 31 mars 1990	
Possédés à part entière, excepté(*)	Valeur de consolidation modifiée	Provision pour perte	Placements effectués 1989-1990	Participation dans les résultats 1989-1990	Valeur de consolidation modifiée	Provision pour perte
Hydro-Québec	7 850 109			382 400 [3-4]	8 232 509	
Loto-Québec	39 867			- 31 869 [3]	7 998	
Sidbec		61 458		86 621 [4]	25 163	
Société de développement de la Baie James, incluant Société de développement autochtone de la Baie James	8 492			971 [1]	9 463	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)	166 034			4 669	170 703	
Société des alcools du Québec	30 980			2 649 [3]	33 629	
Société des établissements de plein air du Québec	27 241		7 500	- 2 659 [4]	32 082	
Société des traversiers du Québec	1 854			- 2 046		192
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 105			- 8 087	18	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (*) (actions détenues à 60 %)	1 859			- 123 [1]	1 736	
Société générale de financement du Québec (SGF)	795 236			- 124 168 [3-4]	671 068	
Société générale des industries culturelles	17 618			- 1 247	16 371	
Société immobilière du Québec	90 708			6 096	96 804	
Société nationale de l'amiante		117 060		35 608 [1]		81 452 [5]
Société québécoise des transports	1 835			[2]	1 835	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	90 917			12 886	103 803	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	100 044			6 368	106 412	
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	139 105			4 849	143 954	
	9 370 004	**178 518**	**7 500**	**372 918 [6]**	**9 653 548**	**81 644 [5]**

(en milliers de dollars)

[1] Chiffres provenant d'états financiers non vérifiés.

[2] États financiers non disponibles.

[3] Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes d'Hydro-Québec (182 600), de Loto-Québec (473 000), de la Société des alcools (385 000) et de la Société générale de financement (25 000).

[4] Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1989). Les résultats de la Société générale de financement ont été redressés à la hausse de 128 753 pour tenir compte des négociations avec le gouvernement du Canada quant à sa contribution en regard de la provision pour pertes prévisibles inscrite par le Groupe Mil Inc. (filiale de la Société) sur les contrats de construction navale en cours. Si les données intérimaires non vérifiées d'Hydro-Québec, de la Société générale de financement et de Sidbec au 31 mars 1990 avaient été prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date, serait respectivement augmentée de 270 000, 10 524 et de 1 647.

[5] Après application en contrepartie des prêts et avances à la Société nationale de l'amiante (1 250), la provision pour perte sur placements en actions s'établit à 80 394 au 31 mars 1990 (177 268 au 31 mars 1989).

[6] La participation de 372 918 dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1990 est présentée comme suit :
276 044 aux revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement ;
96 874 en réduction de la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie au crédit des dépenses.

Détail des postes de l'actif et du passif Engagements et éventualités

Au 31 mars 1990

COMPTES À RECEVOIR
(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1990	1989	1990	1989	1990	1989
REVENUS						
Impôts sur les revenus et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	467 514	545 938	586 000	539 569	1 053 514	1 085 507
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	106 057	122 960			106 057	122 960
Impôts des sociétés			118 895	108 916	118 895	108 916
Droits de successions			4 542	7 453	4 542	7 453
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	371 743	354 001	98 543	97 918	470 286	451 919
Carburants	101 498	103 605	8 877	8 383	110 375	111 988
Autres	74 000	94 009	53 006	51 438	127 006	145 447
Droits et permis	42 910	101 721	28 874	54 975	71 784	156 696
Revenus divers			236 707	239 863	236 707	239 863
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement — Dividendes			189 000	327 500	189 000	327 500
Transferts du gouvernement du Canada			220 267	230 899	220 267	230 899
DÉPENSES ET AUTRES			149 823	155 048	149 823	155 048
	1 163 722	1 322 234	1 694 534 [1]	1 821 952	2 858 256 [1]	3 144 196
Moins :						
Provision pour créances douteuses			456 662 [1]	485 010	456 662 [1]	485 010
	1 163 722	1 322 234	1 237 872	1 336 952	2 401 594	2 659 186

[1] Après avoir déduit des créances radiées de 114 495 000 $.

PLACEMENTS
(en milliers de dollars)

		Actions	
		1990	1989
	SOMMAIRE		
1	Entreprises et organismes du Gouvernement	9 653 548 40 610 (2)	9 370 004 40 610 (2)
2	Municipalités et organismes municipaux		
3	Particuliers, sociétés et autres	10 102	10 102
		9 704 260	**9 420 716**
	DÉTAIL		
	Entreprises et organismes du Gouvernement		
4	Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		
5	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
6	Hydro-Québec	8 232 509	7 850 109
7	Sidbec	25 163	
8	Société de développement industriel du Québec	32 944 (3)	32 944 (3)
9	Société de récupération, d'exploitation et développement forestiers du Québec	170 703	166 034
10	Société des alcools du Québec	33 629	30 980
11	Société des établissements de plein air du Québec	32 082	27 241
12	Société d'habitation du Québec		
13	Société générale de financement du Québec	671 068	795 236
14	Société générale des industries culturelles	16 371	17 618
15	Société immobilière du Québec	96 804	90 708
		7 666 (3)	7 666 (3)
16	Société québécoise d'exploration minière	103 803	90 917
17	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	106 412	100 044
18	Société québécoise d'initiatives pétrolières	143 954	139 105
19	Autres (1)	21 050	62 012
		9 653 548 **40 610** (2)	**9 370 004** **40 610** (2)
	Moins provisions :		
20	Créances douteuses		
21	Autres (3)		
		9 653 548 **40 610**	**9 370 004** **40 610**
	Municipalités et organismes municipaux		
22	Projets d'investissement dans le développement		
23	Projets des zones spéciales		
24	Autres projets		
25	Moins : provision pour créances douteuses		
	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
26	Étudiants		
27	Pêcheurs		
28	Producteurs agricoles		
29	Moins : provision pour créances douteuses		
30	Sociétés et autres	10 102	10 102
31	Moins : provision pour créances douteuses		
		10 102	**10 102**
		10 102	**10 102**
		9 704 260	**9 420 716**

Note : Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations, obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Entreprises dans lesquelles la participation totale du Gouvernement au 31 mars 1990 est inférieure à 10 000 000 $.

(2) Dotations

(3) Pour appliquer en premier lieu la provision pour perte sur placements en actions dans la Société nationale de l'amiante (1 250 000 $) ((1 250 000 $) en 1989).

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1990	1989	1990	1989	1990	1989	
134 948	189 525	485 739	265 106	10 274 235	9 824 635	1
50 922	53 172	9 028	9 142	40 610 59 950	40 610 62 314	2
	40 000	155 244	143 708	165 346	193 810	3
185 870	**282 697**	**650 011**	**417 956**	**10 540 141**	**10 121 369**	
		30 000	30 000	30 000	30 000	4
		10 000	10 000	10 000	10 000	5
		6 800	6 947	8 239 309	7 857 056	6
				25 163		7
		332 211	177 346	365 155	210 290	8
		98 608	26 643	269 311	192 677	9
				33 629	30 980	10
125 948	126 540			32 082	27 241	11
				125 948	126 540	12
				671 068	795 236	13
	62 985			16 371	17 618	14
				96 804	153 693	15
				7 666	7 666	
9 000		2 952	2 952	103 803 118 364	90 917 102 996	16 17
		8 541	13 756	143 954	139 105	18
				29 594	75 768	19
134 948	**189 525**	**489 115**	**267 644**	**10 277 611** **40 610**	**9 827 173** **40 610**	
		2 126	1 288	2 126	1 288	20
		1 250	1 250	1 250	1 250	21
134 948	**189 525**	**485 739**	**265 106**	**10 274 235** **40 610**	**9 824 635** **40 610**	
8 173	9 281			8 173	9 281	22
42 626	43 668	6 028	6 631	48 654	50 299	23
123	223	3 000	3 000	3 123	3 223	24
50 922	**53 172**	**9 028**	**9 631**	**59 950**	**62 803**	
			489		489	25
50 922	**53 172**	**9 028**	**9 142**	**59 950**	**62 314**	
		64 955 [4]	55 891	64 955	55 891	26
		21 941	21 206	21 941	21 206	27
		1 072 [4]	818	1 072	818	28
		87 968	**77 915**	**87 968**	**77 915**	
		25 374 [4]	23 041	25 374	23 041	29
		62 594	**54 874**	**62 594**	**54 874**	
	40 000	95 428 [4]	89 696	105 530	139 798	30
		2 778 [4]	862	2 778	862	31
	40 000	**92 650**	**88 834**	**102 752**	**138 938**	
	40 000	**155 244**	**143 708**	**165 346**	**193 810**	
185 870	**282 697**	**650 011**	**417 956**	**10 540 141**	**10 121 369**	

[4] Après avoir déduit des créances radiées de 13 730 186 $ pour les étudiants, 25 992 $ pour les producteurs agricoles et 93 684 $ pour les sociétés et autres.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	Diverses municipalités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	251 478	136	– 768	59 744	243	310 833
Encaissements	309 693 [1]	5 800	118 653	2 161 071 [1]	1 875	2 597 092
Remises	272 482	5 822	117 002	2 174 754	1 770	2 571 830
Solde à la fin	**288 689**	**114**	**883**	**45 061**	**348**	**336 095**

[1] Les frais de perception de 4 273 241 $ pour les Diverses municipalités et de 24 613 051 $ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus «Ventes de biens et services» ont été diminués des encaissements.

COMPTES À PAYER

(en milliers de dollars)

	1990	1989
Transferts aux		
Commissions scolaires	600 808	741 393
Établissements de santé et de services sociaux	455 018	370 150
Institutions d'enseignement		
Collégiales	83 528	59 469
Universitaires	25 073	27 088
Municipalités et organismes municipaux	68 387	21 671
Entreprises et organismes du Gouvernement	339 151	278 021
Autres bénéficiaires	107 727	118 363
	1 679 692	**1 616 155**
Traitements et avantages sociaux	145 097	116 300
Fournisseurs et autres	332 412	375 291
	2 157 201	**2 107 746**

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990
(en milliers de dollars)

	Solde au début			Solde à la fin	
	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance	Excédent de la participation et des cotisations sur les pensions et autres paiements	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	7 839 405	221 560	912 803	9 072 390	541 742
R.R.E.	3 606 989		132 445	3 739 434	
R.R.C.E.	219 351		27 132	246 483	
R.R.F.	1 028 235		– 95 880	932 355	
R.R.S.Q.	616 628		132 271	748 899	
R.R.M.A.N.	7 592		– 4 566	3 026	
R.R.J.C.	53 045		7 911	60 956	
R.R.A.P.I.P.	40 066		51 608	93 082	1 408
	13 411 311	**221 560**	**1 163 724** (*)	**14 896 625**	**543 150**

(*) Voir le détail à la page 20

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C. = Régime de retraite des juges et coroners.
R.R.A.P.I.P. = Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS
(en milliers de dollars)

	Bons du trésor	Obligations et billets	Total
Solde au début	1 705 000	25 386 320 [1]	27 091 320
Émissions	6 450 000	2 627 348	9 077 348
Ajustement de change suite à la conversion en équivalent canadien au 31 mars 1990 des emprunts en monnaie étrangère.		– 176 180	– 176 180
Remboursements[2]	6 355 000	1 938 242	8 293 242
Solde à la fin	**1 800 000**	**25 899 246** [1]	**27 699 246**

[1] Après avoir déduit les fonds d'amortissement de 525 962 014 $ au début et 613 500 250 $ à la fin.
[2] Y compris les contributions aux fonds d'amortissement de 87 538 236 $ (96 713 702 $ en 1989).

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET BILLETS
au 31 mars 1990
(en milliers de dollars)

Échéances	En monnaie du Canada [1]	En monnaie des États-Unis [1]	En monnaie de la République Fédérale d'Allemagne [1]	En monnaie du Japon [1]	En monnaie de la Suisse [1]	Autres monnaies étrangères [1]	Total 1990	Total 1989
1990								2 926 421
1991	2 599 922	219 676	17 337				2 836 935	1 047 907
1992	907 096	177 595	312 075	22 260			1 419 026	1 411 761
1993	897 017	44 169		46 746		48 213	1 036 145	1 038 756
1994	1 681 767	391 105		46 746			2 119 618	2 169 309
1995	1 826 537	104 446	138 700	46 746			2 116 429	2 169 637
1991 - 1995	7 912 339	936 991	468 112	162 498		48 213	9 528 153	10 763 791
1996 - 2000	7 527 550	897 271	208 050	660 825	214 968		9 508 664	8 879 754
2001 - 2005	3 257 031	411 904		228 907	396 166	164 800	4 458 808	3 743 883
2006 - 2010	1 439 553	33 351		133 783	410 392		2 017 079	1 976 323
2011 - 2015	1 198 803	183 225		38 287			1 420 315	938 235
2016 et plus	1 125	668 677				96 425	766 227	789 334
	21 336 401	**3 131 419**	**676 162**	**1 224 300**	**1 021 526**	**309 438** [2]	**27 699 246**	**27 091 320**

Note : Cet échéancier tient compte d'un montant de 1 800,0 M $ millions de dollars en 1991 (1 705,0 millions de dollars en 1990), pour les bons du trésor et il est établi, en tenant compte pour les obligations remboursables à demande d'une prévision de remboursement de 416,9 M $ (millions de dollars) en 1991, 333,5 M $ en 1992, 266,8 M $ en 1993, 294,9 M $ en 1994 et 256,9 M $ en 1995. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

[1] Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises pour l'inscription des unités monétaires auxquelles a été appliqué le taux de conversion au 31 mars 1990 sur les monnaies étrangères.
[2] En monnaie de la France, 164,8 M $ (millions de dollars) ; En monnaie du Royaume-Uni, 144,6 M $.

ENGAGEMENTS (Non vérifiés)
(en milliers de dollars)

	Autorisés par le Gouvernement [2]	Autorisés par le Ministre [3]	1990	1989 (redressé)
POUR DES PAIEMENTS DE TRANSFERT				
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital[1]				
Commissions scolaires	26 870	2 494 885	2 521 755 [7]	2 340 017
Collèges d'enseignement général et professionnel	85 790	876 637	962 427 [7]	923 426
Universités	614 933	492 800	1 107 733 [7]	1 056 794
Établissements de santé et de services sociaux	236 055 [4]	1 743 703	1 979 758 [7]	1 801 154
Municipalités et organismes municipaux				
Construction du métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 020 572		1 020 572	999 256
Assainissement des eaux	2 525 573		2 525 573	2 196 618
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	169 847		169 847	110 596
	4 679 640	**5 608 025**	**10 287 665** [5]	**9 427 861**
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL				
Commissions scolaires		241 890	241 890	195 698
Collèges d'enseignement général et professionnel		62 471	62 471	32 549
Établissements de santé et de services sociaux		372 820	372 820	271 737
Municipalités et organismes municipaux				
Aqueducs, égouts et autres	426 922		426 922	269 922
Assainissement des eaux	1 065 300		1 065 300	1 235 108
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	106 249		106 249	124 667
	1 598 471	**677 181**	**2 275 652**	**2 129 681**
AUTRES ENGAGEMENTS (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)			411 905	380 343
			12 975 222 [6]	**11 937 885**

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale aux taux de change en vigueur au 31 mars.
(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.
(3) Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des Services sociaux.
(4) Excluant 186 503 495 $ (189 594 631 $ en 1989) pour les établissements de santé et services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.
(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.
(6) Ces engagements seront liquidés à mêmes les crédits annuels votés par l'Assemblée nationale.
(7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 546 289 $ (25 728 848 $ en 1989), de collèges d'enseignement général et professionnel 3 676 732 $ (8 082 803 $ en 1989), d'universités 4 477 987 $ (2 823 988 $ en 1989) et d'établissements de santé et de services sociaux 1 085 280 $ (1 264 133 $ en 1989).

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

au 31 mars 1990
(en milliers de dollars)

Échéances	Commissions scolaires	Collèges d'enseignement général et professionnel	Universités	Établissements de santé et de services sociaux	Municipalités et organismes municipaux	Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	Total
1991	455 079 (1)*	186 121 (1)*	281 523 (1)*	743 296 (1)*	775 181 *	32 011 *	2 473 211
1992	267 125	201 480	91 837	131 645	222 298	10 071	924 456
1993	248 090	126 641	95 692	197 381	395 593	13 547	1 076 944
1994	362 100	81 692	141 804	225 161	378 654	19 090	1 208 501
1995	245 207	73 757	59 543	150 842	171 022	9 905	710 276
1991 - 1995	1 577 601 (1)*	669 691 (1)*	670 399 (1)*	1 448 325 (1)*	1 942 748 *	84 624 *	6 393 388
1996 - 2000	587 125	187 276	270 739	300 557	944 358	80 223	2 370 278
2001 - 2005	140 597	55 158	62 228	90 097	275 809		623 889
2006 - 2010	203 672	42 305	98 988	83 175	188 118	5 000	621 258
2011 - 2015	10 170	6 385	2 068	12 131	92 950		123 704
2016 - 2020	1 986	1 179	2 900	8 782	56 857		71 704
2021 - 2025	604	148	411	12 993	22 982		37 138
2026 - 2030		252		19 003	15 908		35 163
2031 - 2035		33		4 695	6 415		11 143
	2 521 755 (1)*	**962 427 (1)***	**1 107 733 (1)***	**1 979 758 (1)***	**3 546 145 ***	**169 847 ***	**10 287 665**

Note: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance, le montant soit refinancé, modifiant l'échéancier tel que présenté ci-dessus.

* Incluant des emprunts temporaires de 224 720 000 $ aux commissions scolaires, de 86 451 000 $ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 193 544 000 $ aux universités, de 587 808 000 $ aux établissements de santé et de services sociaux, de 276 520 238 $ aux municipalités et organismes municipaux et de 24 957 023 $ aux entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 546 289 $, de collèges d'enseignement général et professionnel 3 676 732 $, d'universités 4 477 987 $, et d'établissements de santé et de services sociaux 1 085 280 $.

EMPRUNTS GARANTIS (Non vérifiés)
(en milliers de dollars)

	1990	1989 (redressé)
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Centre de recherche industrielle du Québec	4 000	5 000
Commission municipale de Québec	37 284	39 532
Hydro-Québec	23 727 756 [2]	22 435 398
Musée de la Civilisation		40 000
Régie de l'assurance-maladie du Québec	15 400	16 000
Régie des installations olympiques	435 336 [2]	491 086
Sidbec	361 976	329 424
Société de développement de la Baie James	2 524	2 237
Société de développement industriel du Québec	258 260	223 308
Société du Palais des congrès de Montréal	74 500	86 500
Société du parc industriel du centre du Québec	35 000	35 000
Société immobilière du Québec	629 600	445 180
Société nationale de l'amiante	68 298	57 690
Société québécoise d'aluminium Inc. (filiale de la Société générale de financement du Québec).	148 206	168 897
Société québécoise d'assainissement des eaux	172 928	165 655
	25 971 068 [1]	**24 540 907** [1]
Municipalités, particuliers et sociétés.		
Étudiants	1 285 584 [3]	1 181 116
Pêcheurs	40 878	38 068
Sociétés des coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	15 623	10 635
Usines laitières régionales	400	600
Autres	329	652
	1 342 814	**1 231 071**
	27 313 882 [1]	**25 771 978** [1]

[1] Les emprunts garantis contractés en monnaie étrangère, sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.
[2] Y compris 54 035 020 $ (2 119 320 $ en 1989) pour les obligations d'Hydro-Québec et 4 000 000 $ (4 000 000 $ en 1989) pour les obligations de la Régie des installations olympiques détenues par le Gouvernement aux fonds d'amortissement.
[3] Les intérêts sur ces prêts sont payés par le Gouvernement tant que l'emprunteur est étudiant.

CAUTIONNEMENTS

Société générale de financement du Québec (S.G.F)

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par la S.G.F. en cas de défaut de remboursement du capital et des intérêts des obligations émises pour la mise sur pied d'un complexe forestier intégré par Donohue St-Félicien Inc. Le solde de ces obligations en circulation au 31 mars 1990 s'élevait à 76,0 millions de dollars (86,8 millions de dollars en 1989).

Société de développement industriel du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti l'exécution des obligations de la Société de développement industriel du Québec relativement à des garanties d'emprunts accordées par cette Société. Au 31 mars 1990, le total des garanties d'exécution relatives aux emprunts effectués est de 91,4 millions de dollars (80,3 millions de dollars en 1989).

AUTRES ÉVENTUALITÉS

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, depuis le 11 août 1988 et jusqu'au 1er avril 1992, les sommes nécessaires au paiement des obligations du Fonds sont payées à même les revenus nets que produit l'avance de 10,0 millions de dollars consentie au Fonds par le ministre des Finances. Lorsque ces revenus sont insuffisants, le ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, sur le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations.

Au 31 mars 1990, l'avoir du Fonds s'élevait à 6,4 millions de dollars (1,1 million de dollars en 1989) et le solde en capital des prêts assurés s'élevait à 1 786,2 millions de dollars (1 747,4, millions de dollars en 1989).

Au cours de l'année financière, le ministre des Finances a versé 27,8 millions de dollars (27,9 millions de dollars en 1989) au Fonds qui a déboursé 28,9 millions de dollars des 72,0 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1989. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1990 en défaut d'un an et plus, le montant estimé des pertes que le Fonds pourrait être appelé à rembourser aux prêteurs est de 42,0 millions de dollars. Le déboursement de ce montant s'étalera sur les prochaines années financières.

Statistiques comparatives

Les chiffres publiés en regard des années antérieures ont été modifiés pour les rendre comparables à ceux de 1989-1990 en tenant compte des structures budgétaires et financières et des conventions comptables en vigueur.

STATISTIQUES COMPARATIVES
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
1981 - 1990
(en millions de dollars)

	BESOINS FINANCIERS					FINANCEMENT		
	Revenus	Dépenses	Déficit des opérations budgétaires	Opérations non budgétaires	Besoins financiers	Variation de l'encaisse	Variation de la dette à long terme	Total du financement
1990	31 073,9	– 32 733,3	– 1 659,4	901,2	– 758,2	32,2	726,0	**758,2**
1989	29 794,8	– 31 408,0	– 1 613,2	654,3	– 958,9	20,8	938,1	**958,9**
1988	28 129,8	– 30 504,0	– 2 374,2	995,1	– 1 379,1	173,2	1 205,9	**1 379,1**
1987	25 359,5	– 28 178,7	– 2 819,2	1 068,6	– 1 750,6	– 80,9	1 831,5	**1 750,6**
1986	23 983,6	– 27 327,5	– 3 343,9	1 603,9	– 1 740,0	– 18,0	1 758,0	**1 740,0**
1985	22 065,4	– 25 861,1	– 3 795,7	1 782,5	– 2 013,2	– 211,0	2 224,2	**2 013,2**
1984	21 652,5	– 23 753,3	– 2 100,8	– 150,4	– 2 251,2	– 13,7	2 264,9	**2 251,2**
1983	19 556,0	– 21 975,0	– 2 419,0	182,2	– 2 236,8	– 75,5	2 312,3	**2 236,8**
1982	17 744,1	– 20 322,1	– 2 578,0	423,7	– 2 154,3	207,9	1 946,4	**2 154,3**
1981	14 480,1	– 17 930,2	– 3 450,1	1 128,7	– 2 321,4	– 456,1	2 777,5	**2 321,4**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

STATISTIQUES COMPARATIVES
REVENUS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
1981 - 1990
(en millions de dollars)

	Impôts sur les revenus et les biens		Taxes à la consommation		Droits et permis		Revenus divers		Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		Revenus autonomes		Transferts du gouvernement du Canada		Total	
1990	14 586,6	46,9 %	6 884,9	22,2 %	703,2	2,3 %	816,7	2,6 %	1 341,6	4,3 %	24 333,0	78,3 %	6 740,9	21,7 %	31 073,9	100,0 %
1989	13 638,1	45,8 %	6 649,4	22,3 %	673,2	2,3 %	764,3	2,6 %	1 619,3	5,4 %	23 344,3	78,4 %	6 450,5	21,6 %	29 794,8	100,0 %
1988	12 863,0	45,7 %	6 283,8	22,3 %	664,7	2,4 %	690,7	2,4 %	1 451,7	5,2 %	21 953,9	78,0 %	6 175,9	22,0 %	28 129,8	100,0 %
1987	11 272,5	44,4 %	5 838,4	23,0 %	601,8	2,4 %	669,6	2,6 %	1 105,3	4,4 %	19 487,4	76,8 %	5 872,1	23,2 %	25 359,5	100,0 %
1986	10 477,8	43,7 %	5 249,2	21,9 %	558,0	2,3 %	535,9	2,3 %	938,7	3,9 %	17 762,6	74,1 %	6 221,0	25,9 %	23 983,6	100,0 %
1985	9 478,0	42,9 %	4 394,8	19,9 %	537,3	2,4 %	587,9	2,7 %	806,7	3,7 %	15 804,7	71,6 %	6 260,7	28,4 %	22 065,4	100,0 %
1984	8 917,0	41,2 %	4 174,6	19,3 %	510,6	2,3 %	683,4	3,1 %	1 116,8	5,2 %	15 402,4	71,1 %	6 250,1	28,9 %	21 652,5	100,0 %
1983	8 405,3	43,0 %	3 747,1	19,1 %	527,3	2,7 %	606,9	3,1 %	1075,1	5,5 %	14 361,7	73,4 %	5 194,3	26,6 %	19 556,0	100,0 %
1982	8 191,2	46,1 %	3 142,6	17,7 %	515,9	2,9 %	490,3	2,8 %	897,6	5,1 %	13 237,6	74,6 %	4 506,5	25,4 %	17 744,1	100,0 %
1981	6 694,2	46,2 %	2 633,9	18,2 %	459,6	3,2 %	417,1	2,9 %	355,8	2,4 %	10 560,6	72,9 %	3 919,5	27,1 %	14 480,1	100,0 %

STATISTIQUES COMPARATIVES
DÉPENSES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
1981 - 1990
(en millions de dollars)

	DÉPENSES TOTALES		PAR MISSION			
	Dépenses totales		Dépenses en capital [1]		Mission économique		Mission éducative et culturelle	
1990	32 733,3	100,0 %	1 229,3	3,8 %	3 851,9	11,8 %	9 413,8	28,8 %
1989	31 408,0	100,0 %	1 303,4	4,1 %	3 548,6	11,3 %	9 610,6	30,6 %
1988	30 504,0	100,0 %	1 100,7	3,6 %	3 184,8	10,4 %	9 476,0	31,1 %
1987	28 178,7	100,0 %	1 050,8	3,7 %	3 093,0	11,0 %	8 461,6	30,0 %
1986	27 327,5	100,0 %	1 269,1	4,6 %	3 094,3	11,3 %	8 183,2	29,9 %
1985	25 861,1	100,0 %	1 270,3	4,9 %	2 874,0	11,1 %	7 820,0	30,2 %
1984	23 753,3	100,0 %	1 156,2	4,9 %	2 643,0	11,1 %	7 392,8	31,1 %
1983	21 975,0	100,0 %	1 099,7	5,0 %	2 316,4	10,5 %	7 055,5	32,1 %
1982	20 322,1	100,0 %	961,5	4,7 %	2 114,0	10,4 %	6 749,1	33,2 %
1981	17 930,2	100,0 %	920,6	5,1 %	2 008,6	11,2 %	6 094,2	34,0 %

[1] Les données de 1990, 1989, 1988, 1987, 1986, 1985, 1984, 1983, 1982 et 1981 comprennent respectivement des dépenses en capital par paiement de transfert pour 610,7 M $* (millions de dollars), 720,3 M $*, 598,6 M $*, 582,8 M $*, 717,9 M $*, 697,4 M $*, 621,8 M $*, 556,2 M $*, 409,0 M $ et 359,8 M $.

* Y compris 226,5 M $ en 1990, 391,8 M $ en 1989, 270,0 M $ en 1988, 245,3 M $ en 1987, 251,6 M $ en 1986, 257,3 M $ en 1985, 173,7 M $ en 1984 et 161,5 M $ en 1983 pour les paiements de transfert afférents au remboursement d'emprunts pour des dépenses en capital. Les données à ce titre de 1981 et 1982 ne sont pas disponibles.

PAR OBJET

	Mission sociale		Mission gouvernementale et administrative		Paiements de transfert		Service de la dette directe		Traitements, salaires et avantages sociaux		Autres dépenses	
1990	13 606,2	41,5 %	5 861,4	17,9 %	24 867,4	76,0 %	2 853,1	8,7 %	2 909,8	8,9 %	2 103,0	6,4 %
1989	12 597,2	40,1 %	5 651,6	18,0 %	23 883,1	76,0 %	2 712,3	8,7 %	2 900,3	9,2 %	1 912,3	6,1 %
1988	12 061,5	39,5 %	5 781,7	19,0 %	23 055,7	75,6 %	2 765,5	9,1 %	2 87[illegible]	9,4 %	1 807,2	5,9 %
1987	11 204,4	39,8 %	5 419,7	19,2 %	21 181,4	75,2 %	2 766,0	9,8 %	2 518,1	8,9 %	1 713,2	6,1 %
1986	10 676,1	39,1 %	5 373,9	19,7 %	20 301,1	74,3 %	2 662,6	9,7 %	2 480,7	9,1 %	1 883,1	6,9 %
1985	10 022,2	38,8 %	5 144,9	19,9 %	19 225,2	74,4 %	2 427,9	9,4 %	2 387,7	9,2 %	1 820,3	7,0 %
1984	9 156,0	38,6 %	4 561,5	19,2 %	17 857,4	75,2 %	2 056,5	8,6 %	2 253,4	9,5 %	1 586,0	6,7 %
1983	8 311,7	37,9 %	4 291,4	19,5 %	16 382,7	74,5 %	1 931,2	8,8 %	2 174,4	9,9 %	1 486,7	6,8 %
1982	7 565,0	37,2 %	3 894,0	19,2 %	15 196,2	74,8 %	1 691,8	8,3 %	2 031,3	10,0 %	1 402,8	6,9 %
1981	6 586,8	36,7 %	3 240,6	18,1 %	13 399,8	74,7 %	1 232,2	6,9 %	1 796,4	10,0 %	1 501,8	8,4 %

STATISTIQUES COMPARATIVES
PAIEMENTS DE TRANSFERT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
1981 - 1990
(en millions de dollars)

	Commissions scolaires et institutions d'enseignement		Établissements de santé et de services sociaux		Municipalités et organismes municipaux		Organismes sans but lucratif et entreprises		Personnes		Entreprises, organismes du Gouvernement et Fonds spéciaux		Total	
1990	8 501,0	34,2 %	7 860,6	31,6 %	1 339,3	5,4 %	1 319,8	5,3 %	5 238,7	21,1 %	608,0	2,4 %	24 867,4	100,0 %
1989	8 730,2	36,6 %	7 259,2	30,4 %	1 153,8	4,8 %	1 220,9	5,1 %	4 959,0	20,8 %	560,0	2,3 %	23 883,1	100,0 %
1988	8 643,1	37,5 %	6 752,5	29,3 %	1 109,3	4,8 %	1 143,4	5,0 %	4 993,9	21,6 %	413,5	1,8 %	23 055,7	100,0 %
1987	7 621,4	36,0 %	6 195,0	29,2 %	1 137,5	5,4 %	1 124,0	5,3 %	4 674,8	22,1 %	428,7	2,0 %	21 181,4	100,0 %
1986	7 273,4	35,8 %	5 869,5	28,9 %	1 021,3	5,0 %	1 145,1	5,7 %	4 568,0	22,5 %	423,8	2,1 %	20 301,1	100,0 %
1985	6 984,3	36,3 %	5 652,6	29,4 %	970,9	5,1 %	1 005,9	5,2 %	4 203,3	21,9 %	408,2	2,1 %	19 225,2	100,0 %
1984	6 702,7	37,5 %	5 178,8	29,0 %	1 047,9	5,9 %	936,6	5,2 %	3 671,3	20,6 %	320,1	1,8 %	17 857,4	100,0 %
1983	6 427,7	39,2 %	4 945,8	30,2 %	942,6	5,8 %	786,9	4,8 %	3 049,7	18,6 %	230,0	1,4 %	16 382,7	100,0 %
1982	6 146,5	40,4 %	4 599,2	30,3 %	843,1	5,5 %	725,0	4,8 %	2 685,3	17,7 %	197,1	1,3 %	15 196,2	100,0 %
1981	5 541,6	41,4 %	3 932,1	29,3 %	675,4	5,0 %	617,8	4,6 %	2 431,9	18,2 %	201,0	1,5 %	13 399,8	100,0 %

STATISTIQUES COMPARATIVES
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
1981 - 1990
(en millions de dollars)

	Participation du Gouvernement à titre d'employeur	Cotisations des participants et contributions de certains organismes	Pensions et autres paiements		Compte des régimes de retraite	Placements	Provision pour perte sur placements en actions	Provision pour financer l'assainissement des eaux	Autres comptes	Total des opérations non budgétaires
1990	1 700,4	191,0	– 727,6	=	1 163,8	– 418,8	– 96,9	– 3,6	256,7	901,2
1989	2 064,6	209,4	– 640,0	=	1 634,0	– 528,4	– 141,1	14,9	– 325,1	654,3
1988	2 586,8	197,8	– 581,6	=	2 203,0	– 660,4	– 19,9	12,2	– 539,8	995,1
1987	1 655,3	241,2	– 541,7	=	1 354,8	– 350,2	– 29,5	9,8	83,7	1 068,6
1986	1 548,3	170,9	– 450,2	=	1 269,0	– 4,7	45,1	4,3	290,2	1 603,9
1985	1 416,6	175,4	– 408,5	=	1 183,5	– 193,4	26,0		766,4	1 782,5
1984	1 232,9	183,0	– 359,2	=	1 056,7	– 673,3	1,6		– 535,4	– 150,4
1983	1 166,7	193,8	– 309,3	=	1 051,2	– 761,1			– 107,9	182,2
1982	1 101,1	170,4	– 264,2	=	1 007,3	– 586,6			3,0	423,7
1981	895,4	151,3	– 224,4	=	822,3	– 56,3			362,7	1 128,7

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

STATISTIQUES COMPARATIVES
VARIATION DE LA DETTE À LONG TERME
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS
1981 - 1990
(en millions de dollars)

	Nouveaux emprunts	Variation de la dette résultant de l'amortissement de la variation du change étranger	Remboursements d'emprunts	Variation de la dette à long terme
1990	2 722,3	– 58,1	– 1 938,2 (1)	**726,0**
1989	3 232,6	– 45,5	– 2 249,0 (1)	**938,1**
1988	3 199,6	13,0	– 2 006,7 (1)	**1 205,9**
1987	4 396,0	13,1	– 2 577,6 (1)	**1 831,5**
1986	2 992,5	69,0	– 1 303,5	**1 758,0**
1985	3 281,0	43,1	– 1 099,9	**2 224,2**
1984	2 797,0	36,4	– 568,5	**2 264,9**
1983	2 761,8	23,4	– 472,9	**2 312,3**
1982	2 951,6	25,1	– 1 030,3	**1 946,4**
1981	3 352,9	21,9	– 597,3	**2 777,5**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Y compris des rachats par anticipation, d'obligations négociables et de billets de 457,4 M $ (millions de dollars) en 1990, 551,7 M $ en 1989, 687,6 M $ en 1988, 1 456,0 M $ en 1987.

STATISTIQUES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
(en millions de dollars)

	Revenus	Dépenses	Surplus ou déficit (-) des opérations budgétaires	Dette nette [1]
1989-1990	31 073,9	32 733,3	– 1 659,4	33 486,1
1988-1989	29 794,8	31 408,0	– 1 613,2	31 826,7
1987-1988	28 129,8	30 504,0	– 2 374,2	30 213,5 [3,8]
1986-1987	25 359,5	28 178,7	– 2 819,2	27 835,8 [3,10,11]
1985-1986	23 983,6	27 327,5	– 3 343,9	25 007,6 [3,8,9]
1984-1985	22 065,4	25 861,1	– 3 795,7	20 857,1 [3,7,8]
1983-1984	21 652,5	23 753,3	– 2 100,8	16 776,6 [3,6]
1982-1983	19 556,0	21 975,0	– 2 419,0	14 580,3 [3]
1981-1982	17 744,1	20 322,1	– 2 578,0	12 155,1 [3,5]
1980-1981	14 480,1	17 930,2	– 3 450,1	13 954,8 [3]
1979-1980	13 050,3	15 399,5	– 2 349,2	10 496,1 [3]
1978-1979	11 650,5	13 138,0	– 1 487,5	8 170,7 [3,4]
1977-1978	10 953,2	11 612,2	– 659,0	6 779,8 [3]
1976-1977	9 581,0	10 724,7	– 1 143,7	6 120,1 [2]
1975-1976	8 263,4	9 191,3	– 927,9	4 843,4
1974-1975	7 162,8	7 565,0	– 402,2	3 915,5
1973-1974	5 659,3	6 299,0	– 639,7	3 513,3
1972-1973	4 948,3	5 268,7	– 320,4	2 873,6
1971-1972	4 432,1	4 777,9	– 345,8	2 553,2
1970-1971	3 800,4	3 935,4	– 135,0	2 207,4
1965-1966	1 736,7	1 999,5	– 262,8	1 397,5
1960-1961	751,2	855,5	– 104,3	373,9
1955-1956	463,2	442,1	21,1	275,4
1950-1951	258,8	242,8	16,0	274,6
1945-1946	123,9	116,0	7,9	306,9

M $ = Millions de dollars

[1] La dette nette représente l'ensemble des passifs moins les actifs inscrits à l'état de l'actif et du passif.
[2] Le 1er avril 1976, la dette nette a été augmentée pour tenir compte de l'inscription des placements en actions dans les entreprises du gouvernement selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (31,1 M $) et de l'équivalent canadien des emprunts en monnaie étrangère (101,9 M $).
[3] Inclut les régularisations effectuées par les entreprises du gouvernement du Québec à leurs états financiers de 0,7 M $ en 1977-1978, 0,7 M $ en 1978-1979, (23,8 M $) en 1979-1980, 8,6 M $ en 1980-1981, (3,6 M $) en 1981-1982, 6,2 M $ en 1982-1983, 37,0 M $ en 1983-1984, 398,3 M $ en 1984-1985, 167,5 M $ en 1985-1986, 3,8 M $ en 1986-1987, 4,4 m $ en 1987-1988.
[4] Au 1er avril 1978, la dette nette a été diminuée de 97,3 M $ pour annuler l'effet de modifications apportées à la dette nette, pour fins de comparaison, de 1945-1946 à 1977-1978, suite à la nouvelle comptabilisation des régimes de retraite.
[5] Y compris 4 374,1 M $ pour tenir compte des actions d'Hydro-Québec attribuées au ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980.
[6] Au 1er avril 1983, la dette nette a été augmentée de 58,5 M $ suite à l'annulation des avances, comptes à recevoir et intérêts courus à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais.
[7] Au cours de l'exercice 1984-1985, la dette nette a été diminuée de 528,0 M $ pour tenir compte de 80,0 M $ d'actions de la Société immobilière du Québec remises au ministre des Finances et des avances de 448,0 M $ consenties à cette dernière lors de la cession de biens à cette Société.
[8] Inclut la variation de change non amortie sur les emprunts en devises étrangères de 414,5 M $ portée à la dette nette en 1984-1985 et 664,2 M $ en 1985-1986.
[9] Y compris 25,1 M $ en 1985-1986 et 0,9 M $ en 1987-1988 pour tenir compte des actions de la Société des établissements de plein air du Québec attribuées au ministre des Finances lors de la cession de biens à cette Société.
[10] Au 1er avril 1986, la dette nette a été augmentée de 14,5 M $ suite à la radiation du placement en actions dans la Raffinerie de sucre du Québec.
[11] Au cours de l'exercice 1986-1987, la dette nette a été diminuée de 9,3 M $ suite à la réduction des comptes à payer — contrats de location-acquisition du 31 mars 1986.